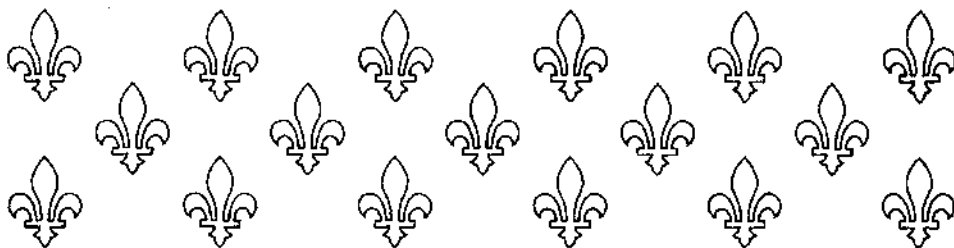


J.P.



ASSEMBLÉE NATIONALE

DEUXIÈME SESSION

TRENTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

Journal des débats

Commissions parlementaires

Commission permanente de l'agriculture,
des pêcheries et de l'alimentation

Étude détaillée du projet de loi 21 - Loi modifiant
la Loi sur la mise en marché des produits agricoles
concernant le paiement des produits agricoles

Le lundi 6 juin 1988 - No 7

Président : M. Pierre Lorrain

QUÉBEC

Recu le
16/09/88

Table des matières

Remarques préliminaires

M. Michel Pagé

M. Jean-Pierre Jolivet

CAPA-189

CAPA-189

Garantie de paiement de produits agricoles

CAPA-197

Autres intervenants

M. Maurice Richard, président

M. Francis Dufour

* M. Gilles Prigent, Régie des marchés agricoles du Québec

* Témoin interrogé par les membres de la commission

Le lundi 6 juin 1988

Étude détaillée du projet de loi 21

(Quinze heures trente-huit minutes)

Le Président (M. Richard): Messieurs, si vous permettez, je déclare la séance de la commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation ouverte.

Je rappelle donc le mandat de la commission, qui est de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 21, Loi modifiant la Loi sur la mise en marché des produits agricoles concernant le paiement des produits agricoles.

Est-ce qu'il y a annonce de remplacements, M. le secrétaire?

Le Secrétaire: Oui, M. le Président. Mme Dionne (Kamouraska-Témiscouata) est remplacée par M. Gervais (L'Assomption), M. Dubois (Huntingdon) par M. Cusano (Viau), et M. Houde (Berthier) par Mme Hovington (Matane).

Le Président (M. Richard): Magnifique. Est-ce que nous avons des remarques préliminaires, M. le ministre?

Remarques préliminaires

M. Michel Pagé

M. Pagé: Seulement quelques mots pour indiquer que ce projet de loi était déjà attendu depuis un bon moment. Il a essentiellement pour but de modifier la Loi sur la mise en marché des produits agricoles, et il réfère évidemment au paiement, à la mise en place, éventuellement, d'une structure ou d'un système de garantie de paiement pour les producteurs, notamment en ce qui concerne la production de bovins d'abattage. C'est évidemment avec beaucoup de satisfaction que j'ai entendu le porte-parole de l'Opposition officielle, M. le député de Lavolette, nous indiquer non seulement son intérêt, mais aussi leur volonté de s'associer à la démarche d'adoption du projet de loi avant l'ajournement de nos travaux prévu pour le jeudi 23 juin prochain. C'est tout, nous sommes prêts à aborder l'étude du projet de loi.

Le Président (M. Richard): Merci, M. le ministre. M. le porte parole officiel, est-ce que vous avez des remarques préliminaires.

M. Jean-Pierre Jolivet

M. Jolivet: Oui, M. le Président. D'abord pour dire qu'il est évident que nous allons nous associer à l'adoption de ce projet de loi, en disant cependant qu'il restera encore beaucoup à faire. Il y a, le ministre en est conscient, toute la question de la révision complète de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles. D'ail-

leurs, des mémoires lui ont été envoyés, des gens ont été rencontrés, déjà des gens ont commencé à faire parvenir aussi à l'Opposition l'ensemble de leurs revendications, qu'on utilisera lorsque viendra le temps, nous l'espérons le plus rapidement possible, où le ministre déposera toute cette nouvelle législation qui fera suite à sa révision de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles. J'aimerais cependant savoir deux choses de la part du ministre: Est-ce qu'il a, dans le projet de loi qui va être étudié aujourd'hui, des amendements majeurs ou mineurs à nous apporter, ou des papillons, comme on dit dans le langage courant?

D'autre part, il reste toujours en plan - malgré la réponse que le ministre m'a donnée, qui ne me satisfait pas complètement - le problème de ceux qui ont subi des pertes, qui ne peuvent pas être dans le projet de loi, rétroactivement, mais qui pourraient être dans un programme que le ministre pourrait mettre en place. Il m'a dit que des discussions étaient en marche, mais qu'il n'y avait pas de décision. Est-ce que le ministre pourrait nous dire si ce dossier pourrait aboutir dans des délais assez rapides après l'adoption de la loi ou même dans les jours qui viennent?

M. Pagé: Première question: Il y a un amendement qui concerne deux articles. Ce sont des amendements mineurs qui ne touchent pas au fond des propositions contenues dans le projet de loi. La deuxième: j'ai eu l'occasion de discuter, avec le député de Lavolette, de cette question. C'est tout à fait exceptionnel qu'un gouvernement intervienne avec les deniers publics pour aider une entreprise, une personne qui a subi une perte commerciale. Si on commençait cela demain matin, vous comprendrez que ce seraient quelques milliards de dollars, peut-être pas par année, mais qui devraient être réservés pour de telles fins. Si demain matin, vous ou moi, à titre privé ou autrement - en dehors de la vie politique, dois-je dire - si on décidait d'investir dans une entreprise et qu'on perdait, je pense qu'on serait mal venus de venir demander au gouvernement du Québec de payer de telles pertes. Dans le cas qui nous occupe, ce sont des entreprises qui ont vendu des bovins aux abattoirs. Les abattoirs se sont retrouvés dans une situation précaire, ils ont, dans certains cas, fait faillite, dans d'autres cas ils ont formulé des propositions de concordat, etc. Dans le cas qui nous occupe, les producteurs agricoles du Québec ont perdu quelques centaines de milliers de dollars, c'est-à-dire près de 900 000 \$ si on se réfère à toutes les pertes antérieures. J'ai regardé le dossier, j'ai rencontré le président de la Fédération des producteurs de bovins du Québec. J'ai rencontré d'ailleurs des producteurs

qui ont subi de telles pertes, qui m'ont fait des représentations. Nous étudions actuellement une intervention et si la proposition du ministre est acceptée par le Conseil du trésor et par le Conseil des ministres, il y aurait une intervention gouvernementale qui serait évidemment financière.

(15 h 45)

M. Jolivet: Dans ce dossier, il faut considérer deux choses. D'abord, il y a un projet de loi qui vient essayer de combler une lacune qui existait depuis fort longtemps. Le ministre en avait fait mention dans différents discours qu'il avait prononcés. Dans ce contexte, on essaie maintenant de protéger l'avenir. Entre-temps, il y a eu un passé où des gens ont eu des difficultés et le ministre en est bien conscient. D'ailleurs, il a répondu à mes questions, à l'époque, en disant qu'il espérait que les gens ne laissent pas tomber, dans la mesure où ils étaient déjà dans une espèce de roue qui tournait et qu'il était difficile d'en débarquer. Si on n'envoyait pas de bovins, on risquait de voir la faillite plus rapidement. Si on en envoyait, on ne voyait pas la possibilité de ne pas passer à travers.

Donc, il y avait toujours une sorte de cercle vicieux dans lequel étaient les gens. Le ministre avait dit à ce moment-là: J'espère qu'ils vont soutenir leur organisation, de telle sorte qu'on puisse trouver une solution. On l'espérait plus rapide que celle qui est venue ensuite par l'utilisation de la loi fédérale, dans le cas de Bouvillons Canada, qu'on a mis en place dernièrement, avec le ministre qui a participé à cette ouverture en Beauce. Cela faisait en sorte de régler un peu les choses pour l'avenir, mais en tenant compte aussi du projet de loi qui était devant nous. Il reste qu'il y a des gens qui ont perdu énormément. Le ministre fait mention de 900 000 \$ environ. C'est dans ce sens que l'intervention de l'Opposition se fait. Si on désire maintenant régler l'avenir, est-ce qu'il n'y a pas moyen, même si on ne peut pas régler tout le passé, d'éviter au moins que des gens qui ont vendu leurs bovins à des gens qui les achetaient et qui ont fait faillite, que ces gens-là ne soient pas en difficulté financière pour, comme le disait le ministre, englober là-dedans quasiment l'oeuvre de leur vie?

M. Pagé: Sur la foi de la réponse que je vous donnais tantôt, normalement, d'ici à la fin de juin, tel que je l'indiquais au président de la Fédération des producteurs de bovins, la réponse définitive, dans un sens ou dans l'autre, devrait leur parvenir.

M. Jolivet: M. le Président, compte tenu du projet de loi qui est devant nous, j'aurais trois questions générales à poser au ministre. Cela pourrait nous aider ensuite dans l'étude complète du projet de loi.

Le Président (M. Richard): Vous n'avez pas

d'objection, M. le ministre?

M. Pagé: Non. Est-ce qu'on a déposé les amendements?

M. Jolivet: Je ne les ai pas encore.

M. Pagé: On va les diffuser tout de suite, M. le Président.

Le Président (M. Richard): Est-ce ce sont ceux-là?

M. Pagé: Oui.

Le Président (M. Richard): Permettez.

M. Jolivet: Il y en a d'autres ici. Ma deuxième question au ministre est la suivante: Est-ce que le ministre pourrait, d'ores et déjà, nous indiquer quelles sont, dans son esprit, les productions qui vont être couvertes à court terme par la mise sur pied du fonds d'indemnisation? Est-ce qu'il y a un échéancier? Quel est l'échéancier? Est-ce que le ministre, à ce sujet, n'en a pas et décide de dire: Toutes les productions sont couvertes, mais on verra dans le temps comment les offices ou les organisations se mettront en place?

M. Pagé: Comme on le sait, comme j'ai eu l'occasion de l'indiquer dans mon intervention en deuxième lecture, dans le cas du lait, c'est d'abord que la vente des produits laitiers au Québec représente 50 % des valeurs à la ferme, c'est-à-dire un revenu de 1 500 000 000 \$ pour les producteurs agricoles, sur un revenu global à la ferme d'environ 3 200 000 000 \$ ou 3 300 000 000 \$. C'est donc dire qu'au départ on a 50 % du revenu des producteurs, c'est-à-dire 50 % du montant d'argent représentant les ventes de produits agricoles du Québec qui sont déjà garanties par un système de garantie de paiement qu'on a dans le secteur du lait, dans lequel on a d'ailleurs un fonds de réserve qui, si ma mémoire est fidèle, est de 1 400 000 \$ ou 1 500 000 \$. C'est près de 1 500 000 \$. Le recours à ce fonds est presque inexistant. On a passé près d'avoir un recours à ce fonds lorsque l'entreprise la Ferme Saint-Laurent à Montréal s'est retrouvée en difficulté. Les producteurs risquaient de ne pas être payés au moment de la "paye de lait", si je peux utiliser le terme. Cependant, l'intervention du gouvernement, avec la coopérative Purdel, aura permis de régulariser cette situation, de maintenir l'entreprise, de la développer et, évidemment, de garantir et d'assurer, non pas de garantir ce qui l'était déjà, mais d'assurer le paiement aux producteurs.

Dans la production des grains, nous avons aussi un système de garantie de paiement, depuis 1985. La valeur des grains assurés représente - on produit deux millions de tonnes environ à un coût de production moyen de 170 \$ la

tonne, un prix de vente qui est en deçà environ 115 \$, 118 \$, 120 \$ la tonne - encore une fois un montant très appréciable qui est garanti. Deux millions de tonnes à 120 \$ la tonne, cela fait 300 000 000 \$ qui sont garantis.

Nous avons, dans le bovin, dans les autres garanties... C'est tout. Ce sont les deux productions qui sont garanties.

Il y avait urgence d'agir dans le commerce qu'un producteur ou un groupe de producteurs peut avoir avec un abattoir, compte tenu de la situation financière très précaire des abattoirs au Québec. On sait qu'il y a des problèmes dans l'abattage au Québec. Ils sont nombreux mais ne sont pas insolubles. Cependant, cela impliquera le déploiement de beaucoup d'efforts à plusieurs niveaux pour les régler et pour sécuriser leur exploitation et par conséquent, leurs employés, les producteurs et tout ce qui gravite autour de l'exploitation d'une entreprise comme celle-là.

On a un problème très aigu de difficultés d'approvisionnement. Comme on le sait, la production est cyclique. La difficulté d'approvisionnement cause des problèmes d'exploitation aux abattoirs au Québec. Ce qu'on a fait pour tenter de régulariser les approvisionnements, c'est d'intervenir par le biais de différents programmes dont l'assurance-stabilisation. Lorsqu'on a décidé, en 1987, de couvrir ou de développer la semi-finition - c'est-à-dire qu'un producteur de bovins d'abattage cesse de vendre ses veaux pour les faire engraisser en Ontario, par exemple, afin qu'ils nous reviennent dans les parcs d'engraissement, c'est ce qu'on appelle le "short keep" - en incluant la semi-finition à notre régime d'assurance-stabilisation, c'est définitif que notre objectif principal était de faire en sorte que la semi-finition se fasse au Québec. La semi-finition se faisant au Québec, nous sommes susceptibles d'en arriver à davantage de régularité dans nos parcs d'engraissement et, par conséquent dans nos abattoirs. Premier élément.

Deuxièmement, on a un problème de sous-capitalisation qui est assez inquiétant dans les abattoirs. Cela implique des difficultés de se moderniser et d'être rentable à partir d'un fonctionnement qui est limité dans le temps, sur une base annuelle. C'est pourquoi il était urgent d'intervenir. Nous sommes intervenus. Le projet de loi nous permet de bâtir un tel régime. Selon quel échéancier? Je ne peux pas vous l'indiquer parce que cela ne serait pas crédible. Une fois que la loi sera adoptée, on va recevoir la demande de la Fédération des producteurs de bovins avec qui nous sommes en contact. On leur a déjà indiqué qu'il n'y avait pas de problème, que nous étions prêts et que la loi allait être adoptée. À la lumière des échanges que j'ai avec la fédération, j'ai tous les motifs de croire, que le premier régime qui pourra s'instaurer, en fonction des dispositions qui sont présentement à l'étude, c'est dans le bovin. À cet égard, on a prévu un montant de 450 000 \$ à verser au

fonds, spécifiquement pour garantir le paiement dans le bovin.

Le deuxième régime qui pourrait s'appliquer c'est dans l'horticulture. Comme on sait, il arrive parfois qu'un producteur peut avoir à assumer des pertes dans la production horticole. C'est un secteur qui est aussi fragile sinon plus, pour le producteur de légumes, que le producteur de bovins. Souventes fois, le producteur de légumes, surtout lorsqu'on a des regroupements de producteurs, ne transige pas avec l'acheteur. C'est son organisme représentatif qui transige avec lui, d'où l'incapacité de réaliser sa créance par le biais des dispositions du Code civil, que ce soit la résiliation de la vente, le solde du vendeur impayé, etc. Allez donc trouver les tomates une fois qu'elles sont livrées et vendues. Il est très probable que le deuxième régime... D'ailleurs, j'ai eu des échanges avec la fédération à cet égard-là et il est très probable que le deuxième régime pourra être au bénéfice des producteurs horticoles du Québec.

M. Jolivet: Est-ce que le ministre a fait mention des difficultés qui confrontent les abattoirs? Il y a deux choses qui semblaient ressortir. Premièrement, le fait de la modalisation de certains abattoirs au Québec ou le regroupement dans certains cas... le ministre avait même fait mention de petits abattoirs par rapport aux gros abattoirs. Est-ce que le ministre, à part de la partie curative qu'on installe aujourd'hui, a une stratégie à long terme pour ces groupes? Qu'avez-vous comme perspective d'avenir à ce niveau-là? Deuxièmement, est-ce que le ministre irait jusqu'à dire que la mise en place de l'enchère électronique dans certains secteurs a eu pour effet de diluer la solidarité régionale, dans le cas de certains abattoirs où il devenait plus rentable, pour une cent ou deux de plus la livre, d'envoyer abattre, ailleurs que dans leur région, le bétail et en conséquence, avoir un effet sur la solidarité des producteurs?

M. Pagé: Le système d'enchère électronique est une autre intervention, décidée et subventionnée par notre gouvernement, qui permet au producteur d'obtenir un plus juste prix pour le produit qu'il met en marché. Dès mon arrivée au ministère, c'est peut-être au moment de la première ou de la deuxième rencontre avec la Fédération des producteurs de bovins, on m'a soumis ce projet qui était en attente au ministère et il avait deux objectifs: le premier, que le producteur de bovins, qui achemine tant de têtes à un encan, puisse avoir un marché plus grand et plus ouvert à l'égard des acheteurs; le deuxième était par conséquent, d'avoir un prix plus juste pour son produit. Vous savez, le producteur de bovins qui est de la région X du Québec et qui traditionnellement envoyait son cheptel à l'encan Y avec 5, 6, 7, 8 ou 9 acheteurs, c'est définitif que pour lui maintenant, par le biais du réseau d'enchère électronique qu'on a

mis en place où des lots d'animaux répondant à une certaine description et une certaine conformité peuvent être achetés non seulement par les acheteurs locaux qui sont présents mais par l'ensemble des acheteurs qui sont regroupés dans les autres encans du Québec, cela ouvre pour lui un marché beaucoup plus grand.

L'effet que cela a eu sur les prix: La Fédération des producteurs de bovins, dans son bulletin - si ma mémoire est fidèle - du mois de novembre indiquait que la mise en place des enchères électroniques, malgré à ce moment-là seulement 6 ou 7 mois d'expérience, indiquait une valeur ajoutée aux bovins acheminés dans de tels encans de 5 000 000 \$ pour l'année. Ce qui veut dire davantage de revenus pour les producteurs. Par contre, c'est une démarche de commercialisation du produit qui a été positive. Cependant, je suis conscient de l'effet que la mise en place d'une telle structure a sur les abattoirs. Comme je le dis souvent, quand on tente d'embrasser des deux côtés de la bouche en même temps, on risque de se mordre les lèvres. Alors, on ne peut pas d'une part dire bravo pour le système; il nous faut un système d'enchères électroniques pour que le producteur ait son plus juste prix et, en même temps, déplorer l'effet positif de cette mesure sur les prix payés par les acheteurs et, par conséquent, les abattoirs.

(16 heures)

L'objectif qu'on recherche, c'est d'intervenir de la ferme jusqu'à l'abattage et au-delà afin qu'on puisse rentabiliser nos productions et qu'on puisse avoir, au Québec, un réseau d'abattoirs rentables et efficaces susceptible de faire face aux besoins nouveaux des centres de distribution. Là, je me réfère aux méthodes de conservation, à la façon dont l'ailiment est conditionné, emballé, transporté et acheminé de l'abattoir au centre de distribution.

L'objectif qu'on recherche, c'est une des premières prémisses du rapport qui vient de m'être transmis par le groupe de travail sur la commercialisation des viandes que j'avais mis en place en 1987. Le rapport m'a été soumis tout récemment. Une des premières recommandations que je fais mienne, c'est que la politique gouvernementale nous conduise à une inspection totale des viandes au Québec, c'est-à-dire même dans notre réseau de petits abattoirs, l'inspection ante mortem et post mortem. Actuellement, je vois les réactions de ceux qui se sont présentés devant ce comité et qui ont présenté des mémoires face au rapport. En septembre prochain, j'entends recommander à mes collègues du cabinet un positionnement comme gouvernement dans ce dossier.

Pour ma part, il apparaît très clair que les petits abattoirs devront demeurer. Ils devront être exploités, évidemment en fonction d'un système d'inspection. Par conséquent, ils devront fonctionner, selon une politique de normalisation des immeubles, des équipements, etc., à un coût qui devra être accessible, cela va de soi. Même

si le réseau des petits abattoirs représente au maximum 3 % ou 4 % du marché de l'abattage au Québec, ses centres locaux ou régionaux, en sous-régions, jouent un rôle éminemment important.

Un autre élément dans ce rapport, une autre recommandation qui est formulée et que je fais mienne, c'est la simplification des permis, les C-4, les C-1E, les C-2A, pour qu'en fait on recherche un assouplissement et une simplification des catégories de permis tout en garantissant évidemment, une inspection de la viande avant l'abattage, après l'abattage et au moment de sa transformation pour rassurer le consommateur.

M. Jolivet: Est-ce que cela aurait pour effet d'aller jusqu'à ce que le ministre revienne, dans certains cas, à de petits abattoirs comme on connaissait à l'époque, qui étaient ceux qui ne pouvaient être transmis aussitôt que la personne vendait ou fermait.

M. Pagé: De père en fils, ou de père en fille, de mère en fils.

M. Jolivet: C'est cela.

M. Pagé: Oui, oui.

M. Jolivet: Cela irait jusqu'à revenir à cela.

M. Pagé: Oui. Une chose est certaine, nous avons 260 petits abattoirs au Québec qui abattent un volume pouvant aller, dans certains cas, de 2 têtes par semaine jusqu'à 15, 18, 20 ou 25 têtes par semaine. C'est sûr que la mise en place d'une structure immobilière, répondant à des normes minimales, devra être fonction d'une rentabilité. Vous savez, une rentabilité à 2 ou 3 têtes par semaine... Comme je le disais à certains de mes collègues, je ne vois pas trois ou quatre petits abattoirs normalisés par comté. J'ai assez d'expérience en politique et surtout comme député d'un comté rural pour savoir que de telles entreprises auraient beaucoup de difficultés à survivre, à moins qu'il y ait beaucoup d'équité. C'est donc dire que je ne crois pas que la politique gouvernementale puisse garantir le maintien d'un réseau de 260 petits abattoirs, qui abattent moins de 4 % du volume des abattages au Québec, sur une base rentable et efficace. Cependant, le principe qu'on recherche, c'est le maintien d'un tel réseau et c'est ce qu'on entend faire connaître en septembre.

M. Jolivet: Dans ce contexte-là, pour la mise en place des normes qu'il a l'intention de proposer, le ministre aurait-il l'intention de présenter un programme d'aide à ces petits abattoirs et aux abattoirs régionaux?

M. Pagé: Peut-être que le député va être surpris. Des propriétaires de petits abattoirs nous

ont dit très clairement: On ne veut pas de programme d'aide. On veut strictement un concept, une réglementation, un contrôle qui tiennent compte de la taille de notre entreprise tout en maintenant la garantie de salubrité, d'innocuité, etc. On veut que vous révisiez vos normes en fonction du volume d'abattage.

C'est certain que nos spécialistes au ministère sont en train de voir cela. Les risques ne sont pas les mêmes - c'est ce qu'on me dit - si tu abats 200 têtes par semaine, comparativement à 12 têtes. Nous sommes à voir la façon de mettre en place un système d'inspection avec des abattages à périodes fixes où on aurait une mobilité des services d'inspection, etc.

Mais là, je vous ai donné les grandes lignes du rapport. Je vous ai donné quelques principes que je faisais miens dès le départ et le tout devrait être confirmé. Mon objectif, c'est septembre prochain. Il y a un autre élément à l'égard de la garantie de paiement. On se rappellera que le système d'enchères électronique obligeait tout producteur de bovins laitiers, c'est-à-dire la vache de réforme, ou encore tout producteur de veaux de transiger via les enchères électroniques, sauf que pour le bovin d'abattage ce n'était pas obligatoire.

Donc, le producteur de boeuf de boucherie si je peux utiliser le terme - c'était cela l'objectif, finalement - n'était pas obligé de transiger via l'enchère électronique. Alors, on a vécu des situations pour le moins discutables. Pour la Fédération des producteurs de bovins qui, comme on le sait, représente à la fois les producteurs de bovins et d'abattage, les producteurs de veaux, les veaux de lait et les veaux de grain ainsi que les producteurs de bovins laitiers dont la fonction première, l'objectif premier, c'est la production du lait. Mais lorsque la vache, aussi productive soit-elle, est rendue à un certain âge, elle finit ses jours en steak haché. Eux étaient conviés, étaient obligés de faire partie du système d'enchères électronique, alors que leurs collègues, leurs voisins, les propriétaires de parcs d'engraissement, eux n'y étaient pas obligés.

Une des conditions que j'ai établie très clairement avec la Fédération des producteurs de bovins a été la suivante: Vous voulez un système de garantie de paiement? D'accord, on va s'y associer. Premièrement, on va adopter une loi. Deuxièmement, quand vous aurez pris la décision de mettre le système de garantie de paiement en place, on va vous verser 450 000 \$ dans le fonds. Par contre, il y a une condition: Tout le monde va se conformer aux mêmes objectifs de la fédération, c'est-à-dire que les producteurs de bovins d'abattage et les propriétaires de parcs d'engraissement vont devoir participer à la structure d'enchères électroniques.

M. Jolivet: ...de verser une autre somme de 450 000 \$ comme...

M. Pagé: Oui, pour assurer l'appareillement

des deux montants, pour ne pas dire "matcher" notre montant.

M. Jolivet: L'appariement.

M. Pagé: Pardon?

M. Jolivet: L'appariement.

M. Pagé: L'appariement, oui.

M. Jolivet: L'autre question, c'est dans ce contexte-là. Le ministre dit que c'est à l'automne qu'il présentera une position au Conseil des ministres. Cela veut dire que...

M. Pagé: Cela dépend. Si c'est avant le 21 septembre, cela va être à la fin de l'été.

M. Jolivet: Le problème que j'ai, c'est que la présentation d'un projet de loi si nécessaire, à l'Assemblée nationale, selon les délais normaux, devrait se faire le 15 août prochain, si je me souviens bien, sinon le 15 juillet.

M. Pagé: Le 15 juillet.

M. Jolivet: C'est le 15 juillet, oui, c'est cela, pour être sûr d'être en liste pour le 15...

M. Pagé: Novembre.

M. Jolivet: ...novembre prochain.

M. Pagé: Oui.

M. Jolivet: Cela veut dire que si on suit le cheminement que vous nous donnez, cela va aller au printemps 1989.

M. Pagé: A moins que j'aie le consentement de l'Opposition.

M. Jolivet: On verra. Disons que, nous, on est sûr que si vous déposez le projet de loi pour le 15 novembre, il n'y aura pas de problème. La deuxième chose, c'est que c'est peut-être le consentement de vos collègues dont vous allez avoir besoin pour passer en avant de ceux qui sont arrivés à la date du 15 juillet.

M. Pagé: J'ai consentement de mon collègue, le ministre de la Justice.

M. Jolivet: Du futur! Est-ce que le ministre peut faire...

M. Pagé: Si je me fie à ce que vous dites, tout le monde va être changé. Le ministre de l'Agriculture, le ministre de la Justice.

M. Jolivet: Bien, là, on se doit une bière chacun.

M. Pagé: Avez-vous maintenu votre gageure, là?

M. Jolivet: Oui, on la maintient. Le beau temps est arrivé.

M. Pagé: Bien, là, vous me devez une Perrier.

M. Jolivet: Je vous dois une Perrier et vous m'en devez une. Les Nordiques ont perdu. Vous m'en deviez une pour les Nordiques et je vous en devais une pour votre déplacement mais vous n'avez pas été déplacé, ce qui fait qu'on se dort chacun une Perrier.

M. Pagé: Alors on est convié à l'agréable plaisir d'aller prendre une Perrier ensemble, à un café-terrasse. M. le Président, on ajourne.

Des voix: Ha, ha, ha!

Le Président (M. Richard): M. le ministre, est-ce que je comprends qu'on est rendu à l'étude article par article?

M. Jolivet: Non, il me reste deux autres petites questions.

M. Pagé: On s'en vient. On s'en vient.

M. Jolivet: Est-ce que le ministre qui a un peu fait le point...

M. Pagé: Est-ce que le député pourrait me dire s'il va continuer à prendre pour les Canadiens avec la venue de Jean Perron à Québec?

M. Jolivet: Il est sûr que ce n'était pas pour Jean Perron, c'était pour l'organisation.

M. Pagé: Il est Canadien jusque dans le bout de la voile.

M. Jolivet: C'est droit au but.

M. Pagé: D'accord.

M. Jolivet: Est-ce que le ministre, qui a commencé à faire le point lors de l'étude du principe du projet de loi sur les travaux du comité de révision de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles, pourrait me renseigner davantage aujourd'hui, afin qu'on puisse dire qu'à l'automne qui vient... Il y a un projet de loi le 15 juillet... Mais j'ai l'impression que cela va encore aller au printemps 1989, si je suis la logique?

M. Pagé: Je n'ai jamais eu la réputation d'agir de façon précipitée.

M. Jolivet: Cet après-midi...

M. Pagé: Cet après-midi, il n'y a rien de précipité. Cela va bien.

M. Jolivet: À la période des questions.

M. Pagé: Ah oui! Mais le président semblait pressé. À un moment donné, je me demandais si le président ne ferait pas motion pour faire avancer l'heure.

M. Jolivet:...?

M. Pagé: Votre question était sur la loi...

M. Jolivet: Oui, de faire un peu le point.

M. Pagé: Là aussi, j'ai réuni un groupe de travail autour de la table à l'automne 1987. Le président du groupe était le président de la Régie des marchés agricoles du Québec, Me Prigent, qui est ici avec nous cet après-midi. Me Prigent a une expérience très importante à la Régie des marchés agricoles du Québec depuis plusieurs mois et presque toute sa vie y a passé. Il lui reste encore bien des bonnes et belles années devant lui. Il y aussi des gens du milieu de l'industrie, des gens qui ont déjà agi du côté de la production, etc., le député de Taschereau s'est joint à l'équipe. Une période de consultation très vaste s'est déroulée. Je devrais recevoir le rapport d'ici à quelques jours, sinon quelques semaines.

C'est un projet de loi, s'il est modifié - je pense qu'il le sera - qui devra l'être de façon très prudente, cependant. Comme on le sait, la mise en marché des produits agricoles au Québec s'appuie, jusqu'à maintenant, sur certaines structures, notamment des structures de mise en marché par des plans conjoints. Dans mon livre et sans préjuger des recommandations, il n'est pas question de s'inscrire en moins à l'égard des plans de mise en marché, préférant des plans conjoints.

M. Jolivet: Entre-temps j'aurais une question à poser au ministre. Par rapport au plan conjoint et autres, est-ce que ce n'est pas justement toute la question du libre-échange qui aurait fait hésiter les gens du comité et qui les aurait fait aller plus loin dans leur étude afin de s'assurer qu'il n'y ait pas de problème dans l'avenir? Parce que si on suit la logique du libre-échange, le ministre me mentionnait tout à l'heure l'avènement des enchères électroniques et la capacité d'avoir un plus grand nombre d'acheteurs. Si on s'en va sur le marché américain, on va avoir un plus grand nombre. Est-ce que ce sont des choses semblables qui auraient retardé la parution du rapport?

(16 h 15)

M. Pagé: Non. Du tout. Je peux vous l'assurer. Pour moi, la structure du plan conjoint est une structure qui a comme objectif d'ajuster la production aux besoins de la consommation.

Dans des périodes, soit conjoncturelles ou soit de développement de marché, où la demande de produits "contingents", entre guillemets, est susceptible d'augmenter, les contingents augmentent d'autant généralement. C'est la même chose pour le lait de transformation. Cette année, si on se réfère au volume global d'augmentation des quotas de lait, c'est 3,5 %. C'est dû à quoi? C'est dû à la consommation de produits transformés qui est plus grande aujourd'hui qu'il y a quelques années, par exemple avec les nouvelles lignées de fromage et avec les fromages fins, où le Canada était très peu présent dans le passé. Le Canada est plus présent et notamment le Québec est beaucoup plus présent dans les fromages fins qu'antérieurement. Cela ne cause pas de problème en fonction du libre-échange. D'ailleurs, on a travaillé et on a déployé pas mal d'efforts, à l'automne 1987, pour s'assurer que l'entente du libre-échange puisse garantir, non seulement autoriser ou permettre, mais garantir le droit fondamental pour le Canada de maintenir ses structures de mise en marché.

Or, ce n'est pas là qu'est la question, mais pour vous montrer comment cette loi ou toutes modifications à la loi doivent être traitées avec prudence, c'est que le simple fait de mettre un comité de travail sur pied, ayant comme mandat de revoir les dispositions de la loi qui datent de 1964 afin de les actualiser en fonction de l'état du marché actuel, de l'état de la consommation et en fonction d'une révision de nos objectifs, déjà, il y a des gens au Québec qui se sont inquiétés. Des gens se sont dit: Est-ce que cela pourrait conduire jusqu'à l'abolition des plans conjoints et que n'importe qui produise n'importe quoi et qu'il le vende à n'importe quel prix? Il y a des gens qui se sont inquiétés. J'étais au Conseil général de l'Union des producteurs agricoles, jeudi tout l'après-midi, et je les ai sécurisés dans ce sens. Alors, il n'est pas question de toucher aux plans conjoints. D'abord, c'est une loi qui date de 1964. C'est une loi qui a été écrite dans une époque où, comment dirais-je, le contexte économique des propriétés, où la transformation du lait au Québec n'étaient pas du tout les mêmes qu'aujourd'hui.

On se rappellera qu'en 1964, les coopératives étaient en plein développement. On n'avait pas les structures coopératives qu'on a aujourd'hui, c'est-à-dire la Fédération y était, cela va de soi, sauf qu'on avait beaucoup plus de coopératives autonomes en ce qui a trait aux comtés. Dans nos comtés, on en avait presque autant qu'on avait de villages. On avait nos beurrieres locales, etc. La mise en marché se fait de façon tout à fait différente.

Aujourd'hui, le lait qui est transformé à Montréal vient de l'extérieur de Montréal. Les fermes laitières dans la région métropolitaine de Montréal. Je parle de la région de Saint-Hyacinthe, de la région des Laurentides, de L'Assomption, etc. On se rappellera que, depuis quelques

années, les fermes laitières là-bas ont cessé de produire, pour produire plutôt des céréales. On est convié à de la monoculture tant et si bien que le lait, au Québec, est transporté. Quotidiennement, vous avez du lait qui peut partir du Lac-Saint-Jean pour être transformé à Mont-Laurier.

Cela implique évidemment une dynamique tout à fait différente. Je ne me cacherai pas de vous dire qu'un des objectifs - j'anticipe évidemment les recommandations du groupe de travail qui ont rencontré 30 organismes - ou plutôt, une des préoccupations que j'ai, c'est toute la question de la transformation du lait au Québec. Comme je vous le disais tantôt, la production laitière représente 50 % des valeurs à la ferme...

M. Jolivet: ...le privé et le coopératif.

M. Pagé: ...entre le privé et le Conseil de l'industrie laitière qui sont des industries privées, le Conseil de la coopération laitière qui représente les coopératives du Québec et la Fédération des producteurs de lait. C'est un problème très délicat. Il m'apparaît que ces gens, ces entités qui sont trois devraient se convier à des ententes tripartites alors qu'on se doit de constater que les ententes ont fait seulement l'objet de deux parties depuis 1985, depuis l'intégration du lait nature et la transformation, cela crée une situation où, comme je leur ai déjà dit et répété, la force du Québec qui s'appuie notamment sur l'industrie laitière risque de devenir une faiblesse à moyen terme. Notre force peut faire notre faiblesse si les tendances qui se dessinent sont maintenues. Pour moi, on doit tenter de conjuguer les objectifs suivants: une production rentable, une mise en marché et une transformation de nos produits qui maintient un impact économique positif au niveau des régions et la mise en marché, la distribution et la vente d'un produit qui répond aux besoins des consommateurs et qui est compétitif en termes de prix. Une des craintes que j'ai, c'est que la dernière entente qui a fait l'objet d'une signature entre la Fédération des producteurs de lait et le Conseil de la coopération laitière nous place dans une situation de vulnérabilité en ce que, jusqu'à maintenant, on avait un écart de prix payé par les usines qui nous permettait de concurrencer le marché de l'Ontario avec nos fromages. Or, si je fais référence aux analyses qui me sont produites par mes professionnels, il se pourrait que la dernière entente nous place dans une situation où notre prix... Par exemple, le prix de notre fromage mozzarella livré à Toronto pourrait aller jusqu'à 0,10 \$ la livre plus cher. Qu'est-ce que cela veut dire concrètement? Cela veut dire non seulement le risque de perdre une part du marché canadien, mais vous savez ce que cela veut dire quand on perd une part du marché canadien, on perd des quotas. Il y a une dualité qui s'est créée au cours des années et cela serait

irresponsable que de se fermer les yeux.

Quand j'ai rencontré le 12 mai dernier la Fédération des producteurs de lait, la Conseil de la coopération laitière et le Conseil de l'industrie laitière, j'ai eu l'occasion de mettre certains points sur les i. J'ai peut-être été ferme dans mes propos, mais une chose est certaine, la responsabilité d'un ministre de l'Agriculture commande de dire les choses telles qu'elles sont et de bien mettre sur la table les écueils qui guettent toute une industrie comme celle-là. Et on va voir.

M. Jolivet: Quand on parle d'écueils, on parle toujours de libre-échange, on parle aussi du phénomène de l'article 11 du GATT qui est en renégociation aussi. On le sait, les États-Unis...

M. Pagé: C'est le GATT qui est en renégociation.

M. Jolivet: Oui, je parlais de l'article 11 du GATT, je sais que c'est le GATT au complet qui est en renégociation, mais l'article 11 comme tel les États-Unis sont plutôt en demande de le faire disparaître que de le conserver. Le Canada semble suivre un peu sa position. Je lisais dans le journal des agriculteurs, la **Terre de chez nous**, où on faisait mention des problèmes qui commencent à poindre dans le domaine des oeufs en particulier. C'est pour cela que toute cette mise en marché dans le contexte du libre-échange inquiète des gens. Il est normal que les gens soient inquiets. Ce qui est important, c'est qu'on ait des réponses à leur donner qui soient les plus satisfaisantes possible et aussi des garanties, dans certains cas, parce qu'on n'embarque pas à l'aveuglette dans ce qui va changer entre la coopération de l'année 1964 et celle qu'on connaît aujourd'hui, dans le paysage de la ferme du Québec. À l'époque, en 1964, on avait beaucoup plus de fermes familiales qu'on en a aujourd'hui. On avait aussi à ce moment-là des concepts basés sur la connaissance qu'on avait à l'époque, mais en se posant des questions pour le futur. La tendance actuelle c'est, justement, dans le contexte du libre-échange, toute la question de la mise en marché qui va être, si on me permet l'expression, révolutionnée; cela inquiète des gens et c'est normal. C'est pour cela que je demandais dans quelle direction se situait votre pensée à la suite des rapports préliminaires que vous avez reçus du comité de révision. On peut espérer maintenant, en deuxième lieu, qu'à un moment donné cette gestation amènera la présentation d'un projet de loi, ou des changements dans les règlements, ou des directives.

M. Pagé: Dans ce cas-là, je prévois le dépôt d'un projet de loi au printemps, compte tenu du caractère délicat de la démarche. Il n'est pas impossible non plus qu'on y aille par un avant-projet de loi. On ne dit pas que ce sera

cela, mais ce n'est pas impossible compte tenu de l'importance du sujet.

M. Jolivet: On va avoir une bonne discussion publique.

M. Pagé: La Régie des marchés agricoles du Québec, en vertu de la loi - elle administre une loi qui est là - a davantage un mandat de contrôle et de régularisation qu'une fonction de développement, qu'une fonction de marché, qu'une fonction de prix d'un produit fini. Son mandat ou sa responsabilité sont davantage axés vers la production, l'acheminement du produit, vers quelle usine il va, etc., beaucoup plus que de déborder, d'aller en aval de la transformation. Un autre élément: les critères qui sont très limités, par exemple pour l'émission des permis et qui pourraient être davantage étayés.

M. Jolivet: Pourrais-je explorer davantage la pensée du ministre en disant que la loi que nous sommes en train d'étudier aujourd'hui - c'est pour cela que j'ai posé la question - ne serait, en fait, que temporaire dans la mesure où, de façon plus vaste par toute la question de la révision de la mise en marché, on en arriverait à des positions autres, mais qu'entre-temps, pour pallier à des difficultés qu'on a connues, on va adopter ce projet de loi, quitte à faire des amendements si nécessaire lors de l'apparition de la révision complète?

M. Pagé: D'accord. Mais on ne peut pas, à ce moment-ci, exclure que des amendements à la loi puissent comporter des modifications au contenu de la loi que nous adoptons aujourd'hui. Cependant, j'en serais probablement surpris car ce sont quand même des dispositions spécifiques qui font référence particulièrement à la mise en place d'un système de garantie de paiement au producteur. Cela n'embrasse pas toute l'opération dans...

M. Jolivet: Je pose la question simplement pour dire...

M. Pagé: Ce n'est pas certain, mais ce n'est pas exclu.

M. Jolivet: Oui. La dernière question avant de passer à l'article 1, M. le Président, est spécifiquement sur le projet de loi. Le ministre peut-il nous donner un échéancier de la mise en place du système de garantie de paiement? Autrement dit, de façon concrète le ministre a-t-il déjà, dans son schéma de pensée, prévu que des étapes doivent être suivies, qu'on en arrive à faire la délivrance des certificats attestant la solvabilité d'une entreprise de mise en marché des produits agricoles dans un laps de temps assez rapide? Dans les discussions qu'il a eues avec les organismes qui ont la possibilité de mettre en place ce système, est-ce qu'il pourrait

être assez rapide pour répondre le plus adéquatement possible à l'objectif du projet de loi?

M. Pagé: Il est très difficile pour un ministre de garantir l'exécution de ses pensées. Vous le savez, vous avez été ministre. Je parle des bonnes pensées... Je vois que le député de Lavolette a le sourire aux lèvres, il doit penser aux mauvaises pensées qu'il a déjà eues dans le passé.

M. Jolivet: Jamais!

M. Pagé: Non, d'accord, tant mieux! Que grand bien vous en fasse! Ceci dit, dans les meilleurs délais, après l'adoption de la loi, si nous étions en mesure d'avoir ce système pour la production 1988 qui viendra à l'automne, tant mieux! C'est-à-dire que tous les efforts seront déployés pour que ce soit mis en place le plus tôt possible.

M. Jolivet: Mais dans les discussions que vous avez eues avec les fédérations, les organismes...

M. Pagé: Elles sont prêtes à passer leur règlement, etc. La Fédération des producteurs de bovins, oui.

M. Jolivet: Surtout elle, en particulier dans le contexte actuel.

M. Pagé: Oui.

M. Jolivet: D'accord, M. le Président. Je serais disposé à faire l'étude article par article avec le ministre.

Le Président (M. Richard): J'appelle donc l'article 1 du projet de loi 21. Avez-vous des commentaires, M. le ministre?

Garantie de paiement de produits agricoles

M. Pagé: L'article 1 indique que l'article 84 fait l'objet d'une modification pour qu'on supprime le paragraphe b. Dans le texte actuel de la loi, on indique que: "Pour les fins de la mise en marché de produits agricoles, la régie peut: b) exiger de tout acheteur d'un produit commercialisé et de tout administrateur ou dirigeant qu'elle détermine et qui participe à l'administration d'un plan conjoint qu'il fournisse une garantie de responsabilité ou une preuve de solvabilité financière." Comme on le sait l'article 1 a donc pour objet la suppression du paragraphe b de l'article 84. Le pouvoir de la régie qui était prévu à ce paragraphe sera repris au paragraphe a du nouvel article 91.1, qui est prévu à l'article 2 de la loi, et visera non seulement l'acheteur d'un produit commercialisé c'est-à-dire une personne visée par un plan conjoint établi en vertu de cette loi, mais également toute personne

qui achète, reçoit ou détient un produit agricole. Comme on le sait, jusqu'à maintenant, la loi habilitait la Régie des marchés agricoles du Québec à mettre en place, à exiger des garanties de paiement pour des produits commercialisés, sous le chapeau d'un plan conjoint seulement. Comme on sait que dans le cas du bovin, il n'y a pas de plan conjoint dans le bovin d'abattage, les légumes non plus, on se doit d'apporter cette modification pour habilitier la régie à intervenir même s'il n'y a pas de plan conjoint.
(16 h. 30)

M. Jolivet: Adopté, M. le Président.

Le Président (M. Richard): L'article 1 adopté. J'appelle donc l'article 2 et puisque vous regardez le style de l'article 2, on va étudier supposément séparément chacun des articles introduits par l'article 2, si vous n'avez pas d'objection.

M. Pagé: Oui, pas d'objection, 91.... Parce que l'article 2, c'est le corps de la loi, c'est l'ensemble des modifications qui sont apportées à l'article 91 de la loi actuelle qui permettent à la régie de mettre en place un tel système: à quelles conditions, dans quels paramètres, quelles contributions, comment cela va se faire, dans quels délais, etc. Alors, l'article 91.1 et suivants jusqu'à 91.13, c'est le contenu de l'article 2. Je suis disposé à aborder l'article 91.1, M. le Président.

M. Jolivet: Est-ce qu'on y va paragraphe par paragraphe? 91.1a et ensuite on y va, cela va être plus...

M. Pagé: On pourrait aller 91.1, 91.2.

M. Jolivet: Oui, c'est cela, d'accord. Mais je veux dire quand vous allez...

M. Pagé: La très grande majorité, regardez, 91.2, 91.3, 91.4 ont seulement un paragraphe.

M. Jolivet: Oui, c'est cela. C'est juste...

M. Pagé: 91.7, un paragraphe; 91.8, 3 paragraphes; 91.9...

M. Jolivet: C'est pour cela que je disais simplement l'article 91.1 et l'article 91.6, je ne sais pas si vous avez une recommandation générale, si vous avez des explications générales pour l'ensemble.

M. Pagé: Oui.

M. Jolivet: Simplement c'est parce qu'il y a des amendements dessus.

Le Président (M. Richard): Remarquez, M. le porte-parole de l'Opposition, on peut essayer 91.1 dans son ensemble. Si on voit que la technique

ne vous va pas, vous l'indiquez et on ira, à ce moment-là, paragraphe par paragraphe dépendamment de la façon dont il va aborder la description.

M. Jolivet: C'est parce qu'il va y avoir deux amendements qui vont être proposés, qui vont être le d et le f.

Le Président (M. Richard): Dans le 91.1?

M. Jolivet: Oui.

Le Président (M. Richard): M. le ministre.

M. Pagé: Oui.

Le Président (M. Richard): M. le porte-parole mentionne que...

M. Pagé: J'étais occupé à...

Le Président (M. Richard): Puisqu'il va y avoir deux amendements sur deux paragraphes de l'article 91.1

M. Jolivet: Excusez-moi, un amendement dans le f.

Le Président (M. Richard): Un amendement.

M. Pagé: C'est quoi le problème?

M. Jolivet: C'est simplement d'avoir... Disons qu'on prendrait l'article 91.1 globalement sauf faire mention plus spécifiquement pour qu'on puisse arriver à f, à l'amendement.

M. Pagé: D'accord.

M. Jolivet: Même chose à l'article 91.6.

M. Pagé: D'accord, pas de problèmes.

Le Président (M. Richard): Alors, vous y allez M. le ministre.

M. Pagé: L'article 2 vise à introduire après l'article 91 une nouvelle section qui porte, comme son nom l'indique, sur la garantie de paiement de produits agricoles. Cette section prévoit un certain nombre de mesures susceptibles d'assurer aux producteurs agricoles le paiement de leurs produits. Ainsi, toute personne qui achète, détient ou reçoit un produit agricole aura l'obligation de fournir à la régie une garantie de responsabilité financière et le pouvoir sera donné à l'Office des producteurs chargé d'appliquer un plan conjoint et ainsi qu'à une association accréditée en vertu de la Loi sur les producteurs agricoles, exemple la Fédération des producteurs de bovins, la Fédération des producteurs horticoles, l'Union des producteurs agricoles comme entité. Cela va lui permettre de

constituer un fonds pour garantir le paiement des créances des producteurs relatives à la mise en marché d'un produit agricole.

Le paragraphe a de l'article 91.1 reprend pour l'essentiel le pouvoir du paragraphe b de l'article 84 qu'on vient de supprimer. Toutefois, l'obligation de fournir à la régie la garantie de responsabilité financière serait étendue à toute personne qui achète, détient ou reçoit d'un producteur un produit agricole, non plus seulement pour un produit visé par un plan conjoint. Ce sont les arguments à l'appui de l'article 91.1 a.

Les paragraphes b, c et d visent à permettre rétablissement des diverses modalités et conditions entourant le dépôt de la garantie et la délivrance du certificat attestant ce dépôt.

Enfin, les paragraphes e à g, en prévoyant une modification à f - qu'on va vous déposer immédiatement, qui est déjà déposée, M. le Président - visent à permettre l'établissement des conditions et de la procédure relative à la réalisation de la garantie. Comment on réalise notre garantie et qu'on est payé.

Alors, est-ce que vous préférez qu'on lise l'article ensemble ou que...

M. Jolivet: Non, allons-y par l'amendement, après cela, j'aurai des questions sur l'ensemble.

Le Président (M. Richard): L'amendement «.

M. Pagé: On va suspendre f parce que, vous savez, même si ce sont des amendements mineurs, le comité de législation s'y penche.

Le Président (M. Richard): C'est qu'on espère qu'il va se relever.

M. Pagé: il devait s'y pencher jusqu'à 16 heures.

Le Président (M. Richard): On espère qu'il va relever.

M. Pagé: Cela a l'air qu'il est tellement penché qu'il est 16 h 35 et qu'il n'est pas...

M. Jolivet: Et là on s'épanche.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Jolivet: Ma question est: D'abord, dans l'ensemble, il y a des conditions qui vont être déterminées. La régie va, par ordonnance, prévoir des choses. Mais, elle devra prévoir des règlements. Dans l'ensemble, quand on prend le paragraphe b: "déterminer le montant de la garantie qui doit être déposée et une méthode suivant laquelle", etc.; on s'en va au paragraphe c: "déterminer les conditions que doit remplir"; à d: "déterminer la durée du certificat", etc. Est-ce que vous avez actuellement les règlements qui vont être adoptés dans ce sens? Est-ce que vous avez les indications de ces conditions que

vous avez l'intention de demander? Dans votre esprit, le certificat sera-t-il d'un an ou d'un an renouvelable aux conditions prescrites? De quelle façon entrevoyez-vous l'émission de ces certificats?

M. Pagé: D'accord. La question du député est tout à fait pertinente. La réglementation ne peut être établie tant et aussi longtemps qu'on n'a pas une requête dans ce sens-là. La première démarche pour appliquer cette loi est qu'un groupe visé par l'article 91.1a s'inscrive en demande auprès de la Régie des marchés agricoles du Québec. Je vous ai indiqué tantôt que la Fédération des producteurs de bovins du Québec est prête, au moment où la loi sera adoptée, à intervenir de façon à s'inscrire en requête pour demander à la régie la mise en place, en vertu de la loi, du système de garantie de paiement aux producteurs. Une fois qu'une telle requête est présentée, il y a deux choses. La première est qu'on va s'inspirer, cela va de soi, du système de garantie de paiement pour les producteurs de grains du Québec qui a cours actuellement depuis 1985 et qui est sous la juridiction de la Régie des marchés agricoles du Québec. D'autant plus que, comme on le sait, la Régie des grains a été intégrée à la Régie des marchés agricoles du Québec, un autre élément positif d'une telle intégration, soit dit en passant. C'est le premier élément. Le deuxième élément est que la régie va consulter le milieu. Dans le cas du bovin, on va très certainement s'asseoir avec les gens des abattoirs, avec les gens du conseil des viandes pour voir à ce que le règlement encadrant cette garantie puisse être pertinent. Par exemple, c'est définitif que la garantie de solvabilité va dépendre du nombre de têtes qui sont abattues par semaine. Est-ce que ce sera un permis, une garantie annuelle? Est-ce que ce sera une caution et une garantie référant à un mois d'achat? il faudra aussi prévoir les mécanismes de paiement. Est-ce qu'on paye à 30 jours, est-ce qu'on paye à 45 jours, etc.? Tout cela va se faire en consultation avec, évidemment, les intervenants et, sur la foi de cette consultation conduite par la régie, on va bâtir notre règlement et on va l'appliquer.

M. Jolivet: Cette consultation, va-t-elle être publique? Vous dites qu'elle va faire appel aux gens. Est-ce que la régie va faire appel aux gens par...

M. Pagé: Par audition.

M. Jolivet: ...avis public? Est-ce que cela va être restreint? Est-ce que cela va être une consultation qui va porter seulement sur les organisations? Il peut y avoir aussi des individus. On a connu la mise en place des enchères électroniques, où des gens, parce qu'ils étaient mal informés, avaient fait des contestations qui, finalement, se sont avérées vaines. Dans la

mesure où on est bien informé, on pose les bonnes questions et en plus on ne fait pas de chichi pour rien. Alors, c'est pour cela que je veux savoir de quelle façon on va procéder.

M. Pagé: Le député de Lavolette appuie donc la position que j'ai prise?

M. Jolivet: De?

M. Pagé: Dans les enchères électroniques, même s'il y a eu un peu de contestation.

M. Jolivet: Je ne pose pas cette question-là. Je vous dis...

M. Pagé: Non, mais vous commentez, vous dites qu'ils ont fait du chichi pour rien. Donc, vous m'appuyez.

M. Jolivet: Oui, oui. Il y a des gens... Non, c'est parce qu'il y a des gens qui étaient mal informés. Je dois vous le dire, effectivement.

M. Pagé: C'est du bon monde, mais un petit monde. Ce ne sont pas des centaines et des centaines d'entreprises qui sont visées.

M. Jolivet: Il y a de la parenté qui est du bon monde, mais cela fait de la grosse chicane.

M. Pagé: Je ne pense pas que cela fasse de chicane dans ce cas-là.

M. Jolivet: Non?

M. Pagé: Non.

M. Jolivet: Donc, ce seraient des consultations qui seraient à la...

M. Pagé: Privées, comme cela s'est fait dans le cas des grains. Vous savez, dans le cas des grains, cela s'est fait. La régie a fait venir ces gens-là autour d'une table, ils se sont parlé et ils ont dégagé des consensus ensemble. Ce n'est pas exclu, évidemment, au moment où la régie va présenter sa réglementation qu'il puisse y avoir une requête qui, elle, pourra faire l'objet d'une audition devant la régie et, à ce moment-là, cela devient un forum public. Mais s'il y a un consensus et que tout le monde s'entend autour de la table de la salle de conférence, bien tant mieux, c'est réglé.

M. Jolivet: En fait, vous savez, il y a des gens de mon coin qui ont perdu énormément dans Bouvillon Canada, si c'était une affaire comme celle-là. Alors ces gens-là sont intéressés à faire valoir leur point de vue, parce que...

M. Pagé: Combien vous en avez qui ont perdu, là-bas?

M. Jolivet: Ce n'est pas dans mon comté à moi, c'est dans le comté voisin de Saint-Maurice. Saint-Boniface, Saint-Barabé.

M. Pagé: Vous avez combien de producteurs qui ont eu des pertes?

M. Jolivet: Oh, je n'ai pas de détails.

M. Pagé: Parce que des parcs d'engraissement, vous savez, vous ne devez pas en avoir 25 dans le comté.

M. Jolivet: Non, mais je ne sais pas. Ceux qui m'ont communiqué les problèmes qu'ils avaient, c'était de l'ordre de cinq ou six personnes qui représentaient des groupes, mais Je n'ai pas plus de détails.

M. Pagé: D'accord.

M. Jolivet: Mais, ce que je veux juste dire, c'est qu'ils sont peut-être intéressés eux aussi à faire valoir leur point de vue, à savoir de quelle façon on va garantir le futur. C'est dans ce sens-là que je le disais et à ce moment-là, par la requête, il y aura, à un moment donné, une forme d'information, soit par auditions publiques...

M. Pagé: Si besoin en était.

M. Jolivet: Si besoin en était.

M. Pagé: Par contre je serais surpris que dans un cas comme celui auquel vous vous référez, il y ait une telle requête, parce que ces gens-là sont membres de la Fédération des producteurs de bovins, qui, elle, va présenter sa requête.

M. Jolivet: Non, tout simplement, c'est parce que Je veux être sûr qu'à un moment donnés, il y a des gens qui posent des questions, ils sachent à quoi s'en tenir. Si jamais il y en avait, qu'ils sachent quel chemin suivre.

M. Pagé: C'est cela. Je vais être très clair dans mes réponses. Donc, consultations privées dans un premier temps, préparation d'un règlement, dépôt et publication d'un tel règlement. C'est un règlement qui, comme tous les autres règlements adoptés par le gouvernement ou une de ses agences ou sociétés d'état ou organismes quasi-judiciaires fait l'objet d'une pré-publication. Et tout groupe visé peut se faire entendre.

M. Jolivet: D'accord. Alors on suspendrait l'article 91.1.

Le Président (M. Richard): 91.1

M. Pagé: Il est adopté, sauf f, bien on va le suspendre jusqu'à f.

Le Président (M. Richard): On va suspendre tout l'article si vous permettez.

M. Jolivet: On va le suspendre au complet.

M. Pagé: Je n'ai aucune objection, moi.

M. Jolivet: Il y aurait une solution, M. le Président, pour accélérer le processus. Si on n'a pas la réponse aujourd'hui, je serais prêt à accepter 91.1, avec la possibilité pour le ministre de pouvoir revenir lors de la prise en considération du rapport.

M. Pagé: Si besoin était, oui, cependant on m'indique que nos collaboratrices ou collaborateurs sont au téléphone, et on devrait avoir la réponse bientôt.

M. Jolivet: Ah bon, d'accord! D'accord.

Le Président (M. Richard): Donc, on va à 91.2.

M. Pagé: On va suspendre et on va à 91.2...

Le Président (M. Richard): Vous avez la parole, M. le ministre.

M. Pagé: ...en signalant l'ajout autour de cette table, du vice-président de la commission, que je salue avec toute la déférence qui m'est particulière, qui m'est coutumière, en indiquant que j'étais dans sa région la semaine dernière. Je n'y ai rencontré que des bonnes gens. Non c'est au Lac-Saint-Jean, je m'excuse, ce n'est pas le Saguenay, j'ai toujours un peu de difficulté...

M. Dufour: Cela ne fait rien. Ce sont les mêmes photos...

M. Pagé: Ce sont les mêmes gens.

M. Dufour: Les mêmes photos passées deux ans après.

M. Jolivet: Mais c'est un peu différent du représentant du Québec à la délégation française. Vous en pensez du bien.

M. Pagé: Ah! il a quitté les Champs-Élysées et là il était dans le champ avec moi vendredi matin.

M. Jolivet: Celui des Champs-Élysées, là.

M. Pagé: Bien oui!

M. Jolivet: Il est allé voir son erreur.

M. Pagé: M. le Président...

Le Président (M. Richard): 91.2

M. Pagé: L'article 91.2 crée une infraction pour toute personne qui achète, détient ou reçoit d'un producteur un produit agricole sans détenir le certificat délivré par la régie, et attestant qu'il a déposé auprès d'elle une garantie de responsabilité financière. C'est de façon à s'assurer du respect d'une ordonnance, parce qu'on sait qu'à 91.1a, le paragraphe 1 de l'article 91.1, on a une disposition qui impose à toute personne qui achète, détient ou reçoit un produit agricole de déposer une garantie de responsabilité financière, contre laquelle la régie délivre un certificat. Une infraction est ici créée dont la sanction est prévue à l'article 114 de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles, si une telle personne ne détient pas un tel certificat.

M. Jolivet: Est-ce que je pourrais savoir ceci de la part du ministre? On dit: Il est interdit à toute personne ou groupe de personnes visé par une ordonnance de détenir un produit agricole s'il ne détient pas un certificat. Quelles seront les...

M. Pagé: Pénalités?

M. Jolivet: ...pénalités, oui.

M. Pagé: 114.

M. Jolivet: Donc c'est la loi actuelle qui s'appliquerait.

M. Pagé: Oui.

M. Jolivet: Les mêmes pénalités?

M. Pagé: Les mêmes pénalités.

Le Président (M. Richard): Est-ce que 91.2 est adopté?

M. Jolivet: Adopté.

Le Président (M. Richard): J'appelle 91.3.
(16 h 45)

M. Pagé: Alors à 91.3 on donne à la régie le pouvoir de soustraire de l'application d'une ordonnance qui a été prise en vertu de l'article 91.1a, certaines personnes ou certaines transactions. Je m'explique. Bien que la régie ait le pouvoir de décréter que toute personne qui achète, détient ou reçoit un produit agricole doit déposer auprès d'elle une garantie de responsabilités financières, l'article auquel on se réfère actuellement, 91.3, lui permet d'exempter par ordonnance une personne ou un groupe de personnes alors qu'il n'est pas justifié ou raisonnable ou encore possible de lui imposer cette obligation. Comme on le sait, les secteurs agricoles sont très variés et il peut survenir des circonstances où des exemptions à la règle générale seraient justifiées. Ainsi, cet article

permet à la régie d'exempter l'application d'une telle ordonnance et une transaction entre producteurs agricoles, cela peut arriver, une personne...

M. Jolivet: Des chicanes de famille.

M. Pagé: Oui ou purement et simplement une transaction entre deux producteurs qui s'entendent bien et qui, à un moment donné, pouf! Peu importe pour quel motif une garantie pourrait être demandée.

M. Jolivet: Quand je disais de famille, ce n'est pas nécessairement de la même famille mais du même groupe.

M. Pagé: De familles génériques.

M. Jolivet: C'est cela.

M. Pagé: On pourra aussi exempter une personne dont la situation financière ne justifie pas qu'une telle obligation lui soit imposée s'il apparaît, hors de tout doute, à partir de l'équité de l'entreprise, de sa solvabilité, de sa situation financière, qu'il n'est pas nécessaire... Cela pourrait être ordonné. Cependant, il faut bien avoir à l'esprit que toute ordonnance comme celle-là, encore une fois, peut faire l'objet d'audiences publiques, si un groupe, une partie ou une personne n'est pas satisfaite d'une telle ordonnance. Pour une entreprise encore qui pourrait être la seule de son genre dans une région et qui, pour divers motifs, ne pourrait remplir cette obligation, il pourrait se dégager un consensus comme quoi des transactions peuvent se faire sans nécessairement faire l'objet d'une garantie, si encore là il y avait consensus. Comme il serait difficile de prévoir toutes les circonstances qui pourraient survenir, parce que lorsqu'on légifère on est supposé légiférer comme du monde et prévoir toutes les situations, comme on ne peut pas toutes les prévoir, l'exemption ici permet de réagir selon les besoins mais toujours par une ordonnance. Ce n'est pas une décision signée par un régisseur ou le président lui-même. C'est une ordonnance qui fait l'objet évidemment d'une prépublication, qui peut être contestée et qui peut faire l'objet d'une audition publique pour fins de révision.

M. Jolivet: Avec un délai pour la mise en application de cette ordonnance ou si cela se fait de façon officielle au moment de l'ordonnance?

M. Pagé: Publication.

M. Jolivet: Donc, au moment où elle est publiée elle est en...

M. Pagé: 45 jours.

M. Jolivet: Qu'est-ce que vous dites?

M. Pagé: 45 jours.

M. Jolivet: Non, sur le champ, je pense? En fait, ce que je crois comprendre c'est qu'il y a une ordonnance décrétant telle chose, elle est en application au moment où elle est ordonnée mais quelqu'un peut contester?

M. Pagé: C'est cela. Tandis que la régie...

M. Jolivet: C'est le seul moyen?

M. Pagé: Requête à la régie.

M. Jolivet: Est-ce qu'il peut aller ailleurs qu'à la régie?

M. Pagé: Il peut refaire une requête au ministre, au Conseil des ministres, au cabinet.

M. Jolivet: La question que je voulais poser c'était bien que ce soit de connaissance publique pour être sûr que quelqu'un puisse, s'il le désire, faire des contestations comme cela. Adopté.

Le Président (M. Richard): L'article 91.3 est donc adopté. J'appelle l'article 91.4.

M. Pagé: C'est l'article qui habilite la régie à suspendre ou à révoquer un certificat lorsque le titulaire ne satisfait plus aux conditions requises pour son obtention, pour sa délivrance. La régie peut, dans certains cas, dans le but de protéger les intérêts des producteurs, retirer ou suspendre le certificat d'un titulaire qui ne satisfait plus aux conditions de sa délivrance si c'est porté à notre attention. Cette hypothèse pourra se réaliser notamment dans le cas où la garantie de responsabilités financières déposée par le titulaire n'est plus suffisante ou lorsque son détenteur est en défaut de payer des producteurs. Un exemple, si on se retrouvait dans une situation où on serait sur le point d'exiger la garantie parce que les producteurs ne sont pas payés, la régie pourrait révoquer le certificat.

M. Jolivet: Au moment où il révoque le certificat c'est en vertu des règlements actuels de la régie qu'il peut le faire, ou est-ce nouveau comme droit à l'intérieur de cela?

M. Pagé: Dans le cas des grains, c'est nouveau. C'est la même chose dans le cas des grains, c'est-à-dire que dans ce cas tout comme ici, un certificat est délivré à l'acheteur concernant sa solvabilité.

M. Jolivet: Celui qui émet le certificat peut toujours le révoquer mais à des conditions?

M. Pagé: C'est cela. Si en cours de route, par exemple, le 15 d'un mois il est porté à l'attention de la régie par les producteurs, que les producteurs qui devaient être payés il y a

quinze jours ne le sont pas encore, ils sont en défaut, et qu'ils s'apprentent à réaliser, à respecter la garantie de paiement pour être payés, c'est définitif que la régie, à ce moment, n'a pas intérêt à dormir sur la "switch" pour que le montant dû s'accumule. Il est possible qu'elle ait à retirer un certificat qui a été délivré quant à la solvabilité de l'entreprise et auquel cas *i* faut lui donner un pouvoir habilitant pour ce faire.

M. Jolivet: En fait, c'est ça. L'article 91.5 indique qu'avant de prononcer la révocation ou la suspension, elle donne les moyens d'être entendu. Mais cette révocation est signifiée par huissier, par courrier recommandé? De quelle façon? Par avis public?

M. Pagé: Je vais demander à M. le président de la Régie des marchés agricoles du Québec, Me Gilles Prigent, de répondre à la question spécifique.

M. Prigent (Gilles): M. le député, l n'est pas prévu à la loi de procédure spécifique pour donner l'avis, mais dans la pratique, la régie, dans des circonstances aussi graves que celle-là qui signifie la fermeture de l'usine, prendrait le soin de donner un avis par huissier, je pense.

M. Jolivet: En fait, vous prenez la formule vous garantissant que vous avez fait une révocation ou une suspension en bonne et due forme, légalement, de telle sorte que personne ne puisse contester le geste que vous avez posé. Vous prenez les moyens nécessaires en conséquence.

M. Pagé: La régie n'a pas de règle pratique comme par exemple la signification d'un jugement de la Cour d'appel, de la Cour supérieure ou de la Cour provinciale. Cependant, elle a des pratiques. Ces pratiques s'appuient sur les intérêts qu'elle a à sauvegarder dans les mandats qui lui sont confiés par la loi.

M. Jolivet: Et agir rapidement.

M. Pagé: Agir rapidement. Par contre, il faut bien avoir à l'esprit que le fait pour la régie de retirer le certificat, c'est la fermeture de l'entreprise.

M. Jolivet: C'est ça.

M. Pagé: Purement et simplement.

M. Jolivet: En fait, si elle fait une révocation ou une suspension, elle signifie par les moyens les plus aptes...

M. Pagé: Les moyens les plus utiles.

M. Jolivet: C'est ça, parce que par Purdator ou par courrier recommandé, c'est un peu trop long dans certaines circonstances et c'est

moins sûr. Mais une chose est certaine, c'est que par huissier, il y a une obligation à ce moment-là. Deuxièmement, c'est qu'elle donne un délai pour être entendu le plus rapidement possible et on verra cela dans les articles suivants.

M. Pagé: C'est ça.

M. Jolivet: Alors, adopté, l'article 91.4

Le Président (M. Richard): J'appelle donc l'article 91.5.

M. Pagé: L'article 91.5, c'est l'obligation qu'a la régie d'entendre le titulaire de certificat lorsqu'elle se propose de révoquer ou de suspendre son certificat, d'où l'obligation évidemment d'appliquer une signification, un avis signifié, dans les meilleurs délais.

Le deuxième alinéa prévoit une exception à cette obligation. La régie peut suspendre le certificat d'un titulaire avant de l'entendre, pour une durée maximum de quinze jours, lorsqu'elle a des motifs raisonnables de croire que sa situation financière est précaire et risque de s'aggraver davantage.

Donc, si la régie est informée ou constate que la situation financière d'une entreprise est vulnérable, elle a deux possibilités. La première, c'est d'émettre sa révocation du certificat. Par contre, elle pourrait permettre à l'entreprise d'appliquer cette révocation du certificat pendant quinze jours, pour entendre la partie visée, ce qui serait susceptible d'appliquer la règle *audi alteram partem*. Ce serait susceptible peut-être de sauver l'entreprise, en fin de course, pour ne pas la fermer péremptoirement. Si la personne veut être entendue, c'est parce qu'elle a des motifs ou des choses à faire valoir.

Mais le pouvoir de la régie peut paraître exorbitant. Cependant, comme je vous le disais tantôt, on ne peut pas, d'une part, rechercher une garantie de paiement et être énergique pour défendre les intérêts des producteurs qui risquent d'y perdre leur chemise et, en même temps, défendre l'entreprise qui peut fonctionner sans payer ses producteurs. Il faut tracer une ligne à un moment donné. À partir du moment où le certificat est révoqué, l'entreprise ne fonctionne pas. Par contre, elle pourrait, dans le cas d'une demande d'audition de la part de l'entreprise visée, appliquer cette révocation pour une période de quinze jours, quitte à la renouveler par la suite.

M. Jolivet: Dans le cas qui nous préoccupe, disons par exemple que c'est un abattoir, une compagnie ou quelque chose qui voit son permis révoqué ou suspendu. Mais parlons de révocation puisque la suspension cela permettrait peut-être un jour d'arriver à la révocation mais pas nécessairement. Mais est-ce qu'elle reçoit une copie certifiée conforme à la décision modifiée par la régie, soit par courrier recommandé ou

certifié? Donc, à ce moment-là, est-ce qu'il y a quelque part, à part l'audition devant la régie, une possibilité d'aller en contestation de la décision rendue? Parce que là, ce qu'on est en train de dire, c'est qu'il va y avoir au bout de la course une révocation puis une fois révoqué c'est fini, c'est sans appel, c'est ce que je crois comprendre. Il n'y a personne qui pourrait dire: Je juge la décision de la régie incorrecte et, en conséquence, je fais appel aux tribunaux civils.

M. Pagé: Il pourrait y avoir un appel au Conseil des ministres.

M. Jolivet: Toujours?

M. Pagé: C'est prévu dans la loi actuelle.

Une voix: Article 13.

M. Jolivet: Puis dépassé cela, ce serait fini après, ce serait sans appel.

M. Pagé: Il y a toujours une invocation possible si le requérant est capable de démontrer que la régie a outrepassé sa juridiction, mais pour cela, il faut se lever de bonne heure.

M. Jolivet: Ce serait en appel, devant la Cour d'appel.

M. Pagé: La Cour supérieure.

M. Jolivet: La Cour supérieure?

M. Pagé: L'article 33.

M. Jolivet: Donc ce sont les moyens légaux habituels dans les cas des régies.

M. Pagé: C'est cela.

M. Jolivet: Adopté.

Le Président (M. Richard): L'article 91.5 est adopté. J'appelle donc 91.6. Je vous félicite, vous allez à un bon rythme.

M. Pagé: Merci, M. le Président, laissez-nous continuer, cela va se maintenir.

M. Jolivet: On va avoir droit à des bonbons, M. le Président.

Des voix: Ha, ha, ha!

Le Président (M. Richard): C'est de l'humour interne.

Une voix: L'affaire est chocolat.

M. Jolivet: Comme il l'a dit, l'affaire est chocolat. On fait appel au bureau du président en haut.

M. Pagé: L'article 91.6, je demanderais qu'on suspende l'étude du paragraphe d.

M. Jolivet: Pour la même raison que tout à l'heure. L'article 91.7.

M. le Président, suspension à l'article 91.6 pour la même raison que tout à l'heure.

Le Président (M. Richard): Bravo, alors on va à l'article 91.7.

M. Jolivet: Je ne sais pas si vous avez à dire bravo, si on est obligé de revenir à 8 heures.

Le Président (M. Richard): Ha, ha, ha! Article 91.7.

M. Pagé: L'article 91.7, M. le Président, c'est qu'on se réfère ici aux pouvoirs qui sont accordés à l'Office des producteurs au terme de l'article 91.6 qui ne visent que les producteurs assujettis à des plans conjoints. On se rappellera que l'objectif poursuivi par la présente loi, c'est de pourvoir à l'établissement de mécanismes propres à assurer à tous les producteurs le paiement de leurs produits. Il est donc devenu nécessaire d'accorder à une association accréditée au sens de la Loi sur les producteurs agricoles les mêmes pouvoirs que ceux prévus pour un office parce qu'une association accréditée peut regrouper tous les producteurs y compris ceux qui ne sont pas assujettis à un plan conjoint. C'est ainsi que l'association accréditée pourrait vouloir établir un fonds général visant tous les producteurs liés ou non à un plan ou à une catégorie d'entre eux, par exemple, les producteurs du secteur horticole dont certains seulement sont visés par un plan conjoint.

Alors, l'association accréditée pourrait déborder le cadre strict d'une production qui fait l'objet d'un plan conjoint pour appliquer à l'ensemble des producteurs une structure de garantie de paiement.

M. Jolivet: ...ils pourraient se regrouper sous l'égide d'une association accréditée? Il se pourrait que des gens qui sont sans des plans conjoints ou d'autres qui ne le sont pas se regroupent pour former une seule association accréditée?

M. Pagé: C'est exactement cela.

M. Jolivet: L'association accréditée, c'est simplement en vertu de... On dit: Une association accréditée en vertu de la Loi sur les producteurs agricoles peut, par règlement, exercer à l'égard de tous les producteurs, les mêmes pouvoirs que ceux accordés à un office. C'est-à-dire que...

M. Pagé: C'est-à-dire qu'à l'article 91.1a qui remplace l'article 84, on dit qu'une telle structure peut s'appliquer, non seulement au plan

conjoint, aux producteurs membres d'un plan conjoint, mais aux producteurs membres d'une association de producteurs accrédités. Et là, ici, on vient dire que cela peut s'appliquer aux deux.

M. Jolivet: On donne les pouvoirs. Donc, ce sont eux autres qui vont... Non, on dit: Une association, par règlement, peut par règlement... Est-ce que c'est la régie qui va...

M. Pagé: Non, c'est un règlement...

M. Jolivet: C'est eux, un règlement interne à eux.

M. Pagé: C'est cela. M. le Président.

Une **voix:** Je m'excuse, il y avait un rapport.

M. Pagé: Le règlement auquel on se réfère ici, c'est un règlement de la régie ou un règlement de l'association accréditée.

Une voix: De l'association.

M. Pagé: C'est cela.

(17 heures)

M. Jolivet: Si l'association passe un règlement, une résolution, indiquant qu'elle veut être une association accréditée, elle fait une demande. C'est ce que j'ai cru comprendre tout à l'heure. Elle fait une demande. Cette requête est vérifiée par la régie et, une fois qu'elle est vérifiée, il y a un certificat qui est émis si elle est en conformité ou pas.

M. Pagé: Alors, cela répond à la question?

M. Jolivet: Non.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Jolivet: C'est parce qu'on a un petit problème d'interprétation et mon collègue a raison. Je veux m'assurer. Vous avez l'article 91.7 où on dit: "Une association accréditée en vertu de la Loi sur les producteurs agricoles peut, par règlement, exercer..." On pourrait sous-entendre que cela peut être par règlement, quelque part, de la Loi sur les producteurs agricoles, cela peut être par règlement de la régie elle-même. Si on le mettait de la même façon qu'on le met à l'article 91.9^A. À l'article 91.9, M. le ministre, on a ceci: "Un office de producteurs ou une association accréditée peut, selon les conditions et les modalités qu'il détermine par règlement..." Même là, le "H" doit représenter le masculin de office et association? "...verser à un producteur", il y a une ambiguïté qui peut surgir de l'un à l'autre. C'est qui, par règlement? Là, une association accréditée en vertu de la Loi sur les producteurs agricoles peut, par un règlement qu'elle passe, qui est je

ne sais quoi, exercer à l'égard de tous les producteurs les mêmes pouvoirs. Je voudrais bien qu'on indique ici que c'est bien par un règlement interne de l'association. Autrement dit, c'est une résolution.

M. Prigent: Je comprends bien, M. le député, que j'ai simplement précisé, finalement, qu'il s'agit bien d'un règlement de l'association accréditée.

M. Jolivet: C'est cela.

M. Prigent: Vous suggérez "peut, par règlement qu'il passe".

M. Jolivet: Oui. C'est parce que, regardez, je suis habitué, j'étais dans une association accréditée qui s'appelle un syndicat. Comme association accréditée, je passais des résolutions, des décisions qui étaient prises par l'exécutif. Ces décisions étaient envoyées aux délégués, ensuite à l'assemblée générale et là, l'assemblée générale, par les statuts et règlements, décidait que oui, c'est cela. Je crois comprendre que ce ne serait probablement pas la même chose. Il y a une association accréditée, elle peut être sous formule des plans conjoints actuels comme elle pourrait ne pas être dans les plans conjoints. Il pourrait y avoir regroupement de ces associations. À un moment donné, cette association accréditée en vertu de la Loi sur les producteurs agricoles, passe un règlement et décide de postuler pour être une de ces associations visées par la loi actuelle. Donc, à ce moment-là, on pourrait dire: "...peut, par règlement qu'il décide ou - là ce serait une association - qu'elle décide, exercer à l'égard de tous les producteurs. Si c'était cela, ce serait un amendement acceptable.

Alors, on pourrait faire un amendement, M. le ministre, qui serait: Une association accréditée en vertu de la loi peut, par règlement qu'elle décide, exercer à l'égard...

Une voix:...

M. Jolivet: Qu'elle détermine. Oui, c'est cela.

M. Pagé: Aucune objection.

M. Jolivet: Par règlement qu'elle détermine ou qu'elle décide, je ne sais pas quel est le meilleur mot, là.

M. Pagé: Par règlement...

Le Président (M. Richard): Suspension pour quelques minutes, s'il vous plaît.

(Suspension de la séance à 17 h 6)

(Reprise à 17 h 11)

Le Président (M. Richard): À l'ordre, s'il vous plaît!

La commission reprend ses travaux. Nous en sommes à l'article 91.7. Il y a un amendement qui se lirait comme suit...

M. Jolivet: Juste une minute, avant. Mon problème, c'est que j'avais une proposition à faire qui était la suivante, M. le ministre: C'est de prendre la même formulation qu'à l'article 91.9 où on dit: "...peut, selon les conditions et modalités qu'elle - parce que c'est une association - détermine par règlement, verser à un producteur..." Maintenant, on me dit que selon les termes juridiques - vous êtes plus avocat que moi - que...

M. Pagé: On ne l'est pas plus. On est avocat ou on ne l'est pas.

M. Jolivet: Vous l'êtes plus moi, parce que j'ai tellement eu l'habitude de jouer avec les avocats dans certaines causes que j'y ai appris le principe suivant: trop fort ne casse pas. Il reste quand même qu'on me dit que cela pourrait être possible en disant: par règlement qu'elle prend. Donc, par règlement qu'elle prend, si cela...

M. Pagé: Non, cela n'ajoute rien. Cependant, si c'est susceptible de vous sécuriser, je n'ai aucune objection.

M. Jolivet: Alors, j'accepterais la proposition et je ferais l'amendement qui serait le suivant...

M. Pagé: C'est la preuve de mon ouverture d'esprit, de ma générosité qui s'en vient de plus en plus proverbiale.

M. Jolivet: Qui cela? Vous?

M. Pagé: Oui.

M. Dufour: J'ai rencontré des gens ce matin qui disaient: Il est bien généreux, mais il n'a pas d'argent. Des gens dans le coin du lac...

M. Jolivet: C'est pour cela qu'il est arrivé en retard cet après-midi. Donc: "...elle peut, par règlement "qu'elle prend", exercer, à l'égard..." Je pense que cela éclaire...

M. Pagé: Je vais être là demain et on va arranger tout cela.

M. Jolivet: Dans ce cas, on va continuer la commission parlementaire jusqu'à demain soir.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Jolivet: On arrête tout cela.

Une voix: Ne lâche pas.

M. Jolivet: Donc, il y aurait un amendement. L'article 91.7 est adopté avec l'amendement.

Le Président (M. Richard): Juste un instant, M. le porte-parole, on va juste vérifier pour voir si on a les mêmes textes, parce qu'on a changé...

Une voix: Deux ou trois fois.

Le Président (M. Richard): Oui, à une couple de reprises.

M. Jolivet: Ce serait d'ajouter après le mot "règlement" les mots "qu'elle prend,". La virgule serait toujours là.

Le Président (M. Richard): Oui, cela va. S'il vous plaît, M. le secrétaire, si vous voulez en faire la lecture pour voir si on se retrouve.

Le Secrétaire: Alors, l'amendement serait: "Que l'article 91.7 soit modifié en ajoutant à la deuxième ligne, après le mot "règlement" les mots "qu'elle prend,"."

M. Jolivet: C'est cela.

Le Président (M. Richard): C'est de toute beauté! Cela va? L'amendement est donc adopté?

M. Jolivet: Adopté.

Le Président (M. Richard): L'article 91.7 tel qu'amendé est adopté.

M. Jolivet: Adopté.

Le Président (M. Richard): Magnifique. L'article 91.8, M. le ministre.

M. Pagé: À l'article 91.8, on prévoit qu'à la Caisse de dépôt et placement du Québec, qui est dépositaire des sommes qui sont versées par les producteurs pour constituer le fonds, seuls les frais d'administration du fonds ainsi que le paiement des créances exigées par les producteurs pourront faire l'objet de retrait d'argent à même le fonds. Ces retraits ne pourront toutefois se faire sans l'autorisation préalable de la régie. C'est normal. Cette dernière pourra ainsi s'assurer que les fonds seront utilisés conformément à la loi d'autant plus que, dans certains cas, le gouvernement pourra y contribuer pour des sommes importantes, que ce soit, par exemple, pour le bovin, 450 000 \$, etc.

M. Jolivet: J'ai une question. Est-ce que, par l'article...

M. Pagé: Je dois dire que dans le cas du lait, dans le cas de la Loi sur les produits

laitiers et leurs succédanés, c'est la Caisse de dépôt et placement du Québec qui est dépositaire du 1 800 000 \$ qui garantit le paiement des producteurs laitiers du Québec pour la vente de leurs produits.

(17 h 15)

M. Jolivet: Alors, comme on sait que tout gouvernement peut prendre absurdement une décision à l'effet de changer un cheval en chameau, est-ce que la loi actuelle est assez étanche pour ne pas permettre au ministre de faire comme le ministre des Transports, et venir puiser dans le fonds, comme on l'a fait pour la question de la Régie de l'assurance automobile du Québec, qui est quand même une régie? Est-ce que cette loi empêcherait un ministre de passer une loi permettant de puiser dans le fonds, s'il s'aperçoit que le fonds est tellement rentable qu'il pourrait l'utiliser à d'autres fins?

M. Pagé: Bien je pense que ce que le ministre des Transports, l'honorable député de Charlesbourg et mon bon ami, a fait, était dans le sens de l'intérêt public...

M. Jolivet: Ma question s'adresse à vous.

M. Paradis (Brome-Missisquoi): C'était tout à fait justifié.

M. Jolivet: Il l'a fait par une loi. C'est la question que je pose. Est-ce qu'une loi pourrait...

M. Pagé: Mais non. Comment pourrions-nous - et là je me réfère à l'expérience du député de Lavolette - comment, dans une loi, pourrions-nous prétendre priver le droit fondamental pour le législateur de légiférer dans quelques années? Même si on disait dans notre loi... nous sommes dans la trente-troisième Législature - c'est bien cela, M. le Président? - ...

Le Président (M. Richard): Oui.

M. Pagé: Nous sommes dans la trente-troisième Législature, comment, dans une loi, prévoir que cette Législature-ci ou toute Législature subséquente ne pourra légiférer pour faire telle chose? Voyons donc!

M. Jolivet: Je me pose aussi une autre question. Regardez, nous avons eu une loi qui a été passée l'an dernier, disant que cela prenait la double majorité pour décider de quelque chose, on se retrouve la semaine passée avec une loi spéciale d'urgence, semblerait-il, qui a été votée la semaine passée, disant que finalement nous n'avions pas le droit de penser à cela. Et là, on se retrouve avec une autre loi qui sera encore passée d'urgence cette semaine. On se dit: Maintenant qu'on a enlevé l'embûche, changeons la loi. C'est pour cela que je voulais vous poser cette question. Je voulais voir si les mots "aucun

retrait d'argent ne peut être fait à même le fonds sans l'autorisation préalable de la Régie" nous obligeraient, si jamais on avait l'intention de le faire, à passer une loi pour demander la permission de la régie, ou forcer la main de la Régie.

M. Pagé: C'est que déjà dans la loi, si cela peut sécuriser le député, au deuxième paragraphe de l'article 91.8, il est très clairement indiqué que "Ces sommes de même que le revenu net qui en provient doivent servir exclusivement au paiement des réclamations dues par le fonds et de ses coûts d'administration." On le dit déjà dans la loi, alors toute réaffectation de ces fonds devrait faire l'objet d'une législation, débattue par l'Assemblée nationale, adoptée par la majorité, et possiblement critiquée par la minorité.

M. Jolivet: Oui, je vais prendre en note tout ce que le ministre me dit. Mais on sait comment la majorité a décidé de passer le bulldozer...

M. Pagé: Je retiens que le commentaire du député...

M. Jolivet: C'est une crainte.

M. Pagé: ...c'est d'avantage de formuler une critique renouvelée à l'égard de certaines dispositions, dont celle référant au recensement des électeurs, beaucoup plus qu'une préoccupation...

M. Jolivet: J'ai toujours peur des gouvernements totalitaires.

M. Pagé: ...inquiétante qu'il aurait à l'égard de la volonté du ministre de l'Agriculture, quel qu'il soit, de modifier les règles du jeu dans ces fonds.

M. Jolivet: En tout cas, tout ce que j'espère, c'est qu'il va servir aux fins pour lesquelles nous allons le voter, et c'est dans ce sens-là que nous votons pour l'article 91.

M. Pagé: Si le ministre ou la régie s'avisait du contraire, ils agiraient de façon illégale tant que la loi n'est pas modifiée, M. le député.

M. Jolivet: Merci.

Le Président (M. Richard): M. le député de Jonquière.

M. Dufour: Lorsqu'on parle des sommes perçues pour constituer un fonds, qui sont déposées auprès de la Caisse de dépôt et placement, quel est le temps qui sépare la collecte du fonds et son dépôt? Ce n'est pas nécessairement automatique. Cela veut dire que pour autant que je regarde, l'office de producteurs ou l'associa-

tion accréditée peuvent aller chercher l'argent de leurs membres, et qu'est-ce que... Qui contrôle le temps pour faire les dépôts?

M. Pagé: C'est la réglementation, et la réglementation va probablement prévoir, en tout cas par expérience, je peux vous dire que, très probablement, la contribution d'un producteur à son fonds va dépendre, soit du nombre de têtes, ou encore du volume d'abattage qui est conséquent de ce qu'il met en marché, tant la livre, tant la tête, bon, etc. C'est une perception du montant qui est effectuée, soit par l'abattoir ou... cela va être prévu dans les règlements, et versée à la Caisse de dépôts.

M. Dufour: Mais le problème là-dedans, c'est que, comme il y a un transfert d'argent quelque part, cela pourrait permettre...

M. Pagé: On pourrait prendre l'exemple du lait, M. le Président, et M. le Président se ferait certainement un plaisir de répondre à l'honorable député de Jonquière pour lui indiquer comment cela fonctionne dans le cas de la garantie du lait, où il y a des prélèvements qui s'en vont à la Caisse de dépôt et placement.

M. Prigent: Dans le secteur laitier, M. le député, c'est la Régie, bien sûr, qui reçoit les contributions des acheteurs. Ils les paient une fois par année. La Caisse de dépôt nous demande de ne pas arriver avec des dépôts de petits montants tous les jours. Elle nous demande d'attendre à peu près une semaine de telle sorte que nous transmettons, au moins à toutes les semaines, à la Caisse de dépôt, les sommes que nous percevons à mesure qu'elles entrent.

Ces modalités sont prévues dans la réglementation générale, il est difficile de les prévoir, pour chacun des secteurs, selon le genre de production. Il y a des produits qui se paient toutes les semaines, d'autres une fois par année, d'autres à tous les jours. Cela varie selon la production visée par la réglementation.

M. Dufour: Quel serait votre pouvoir s'il y avait des gens qui ne rempliraient pas rapidement les conditions? Par exemple, c'est vrai qu'il y a de l'argent qui est transmis à chaque semaine à la Régie, mais de quelle façon pouvez-vous contrôler, hors de tout doute, que l'argent qui est perçu ne demeure pas au bénéfice de la corporation ou de l'office de producteurs pendant un certain temps? Les banques ont appris cela. Il n'y en a pas beaucoup qui font faillite au Canada. C'est comme cela qu'elles fonctionnent, seulement à transporter, plus ou moins longtemps, l'argent des autres, dans le fond. Est-ce que vous avez un contrôle là-dessus?

M. Prigent: Je comprends bien vos inquiétudes, M. le député. Oui, la Régie a un pouvoir de surveillance, ailleurs dans la loi, des

dispositions vis-à-vis des activités d'un office de producteurs. Pour nous, c'est une activité qui s'ajoute à la loi, mais qui sera sujette au même pouvoir de surveillance de la Régie que les autres activités d'un offices de producteurs.

Finalement, un office reçoit des sommes très considérables, bien plus considérables que celles qu'on va percevoir ici, dans certains cas. Par exemple, dans le lait, on parle de plusieurs centaines de millions par année. Nous sommes habitués, si on peut dire, à surveiller les mouvements de fonds pour s'assurer que, effectivement, ils vont là où ils doivent aller. C'est dans l'exercice de nos pouvoirs généraux de surveillance que nous allons, également, surveiller l'application de ces nouvelles dispositions.

Le Président (M. Richard): Est-ce que l'article 91.8 est adopté?

M. Jolivet: Adopté.

Le Président (M. Richard): L'article 91.9.

M. Pagé: Cet article permettra à l'office de producteurs ou à l'association accréditée de payer, à même le fonds et par anticipation une partie de la créance d'un producteur. Prenons l'hypothèse où un producteur serait le créancier d'une somme exigible. L'office ou l'association accréditée, selon le cas, pourra, à la demande du producteur, lui verser des avances en paiement partiel de sa créance, de manière à lui éviter, pendant la durée des procédures visant à réaliser la garantie, d'être privé des ressources financières qui lui sont indispensables pour continuer sa production.

M. Jolivet: C'est toujours sous la surveillance de la Régie qui vérifie, lorsqu'elle permet à cette association d'être formée pour les besoins de la cause...

M. Pagé: Les sorties de fonds doivent être autorisées par la régie, c'est entendu.

M. Jolivet: Donc, il n'y a pas de crainte. La surveillance va être faite dans ce sens par la régie.

M. Pagé: C'est ça.

Le Président (M. Richard): L'article 91.9 est adopté. J'appelle donc l'article 91.10.

M. Pagé: L'article 91.10 va permettre à l'office de producteurs ou à l'association accréditée de récupérer les montants qu'ils ont déboursés à même le fonds, pour payer les créances des producteurs. Ici, on vise à subroger dans les droits d'un producteur contre un débiteur et leur permettre d'exercer tous les recours, eu égard à la réalisation de la créance, la garantie que les personnes qui achètent,

détiennent ou reçoivent un produit agricole sont tenues de déposer. C'est strictement une subrogation au bénéfice des droits du producteur ou de l'association accréditée, tel qu'on le disait à l'article 91.9.

M. Jolivet: Je n'ai pas de question.

Le Président (M. Richard): L'article 91.10 est adopté. J'appelle l'article 91.11.

M. Pagé: À l'article 91.11, on prévoit que tous les règlements adoptés par un office de producteurs ou une association accréditée, en vertu des articles 91.6, 91.7 et 91.9, auquel on vient de se référer avec amendement, devront être approuvés par la régie qui les fera publier dans la *Gazette officielle*.

M. Jolivet: Pardon? Les articles 71 et 72, la seule chose... En tout cas, je serais prêt à l'adopter, toujours à la condition qu'on ait toujours l'article 91.6 en suspens. Je n'ai pas de problème à l'adopter, M. le Président.

Le Président (M. Richard): Parfait. J'appelle donc l'article 91.12.

M. Pagé: La régie peut, de sa propre Initiative ou encore à la demande d'un office de producteurs ou d'une association accréditée, imposer à toute personne qui achète, détient ou reçoit un produit agricole de retenir, à même les sommes qu'elle doit verser à un producteur pour ses produits, une partie ou la totalité de la contribution que le producteur doit verser à son office ou à son association pour le fonds.

En fait, c'est un prélèvement à même le prix payé au producteur qui peut aller à l'association, c'est-à-dire le montant que celui-ci doit verser à son office ou à son association. Cet article donne également à la régie le pouvoir de déterminer les montants de ces retenues, les renseignements que ces personnes doivent fournir, l'époque, les conditions et les modalités entourant les retenues. En fait, c'est la chair sur l'ossature du règlement auquel on se référerait tout à l'heure. On a une disposition similaire qui est déjà prévue dans la loi en regard de la retenue des contributions des producteurs pour l'administration d'un plan conjoint ou d'un règlement. On sait que, dans le cas d'un plan conjoint de mise en marché d'un produit, on a une disposition analogue qui permet à l'acheteur de garder une provision pour verser à l'office qui représente le producteur.

M. Jolivet: Seulement une question. On dit "la régie peut, par ordonnance, de sa propre initiative", pour ce qui est du reste... Quand c'est une demande qui est faite par un office ou une association accréditée, il n'y a pas de problème. Mais dans quelle circonstance la Régie pourrait, de sa propre initiative, décider, dans

certaines productions, dans la mesure où une association accréditée ou un office, s'il y en avait un dans le secteur de production, ne demandait rien et qu'il y aurait des producteurs qui l'auraient demandé? Est-ce que c'est dans ce sens-là que vous parlez de "sa propre initiative"?

M. Pagé: Dans quel cas, M. le président?

M. Prigent: Effectivement, cela peut être dans des cas comme ceux-là, M. le député. Cela reprend, Verbatim, les pouvoirs que nous avons déjà, qui sont déjà prévus dans la loi, tant la Loi sur les produits laitiers, dans la Loi sur la mise en marché des produits agricoles que dans la Loi sur les producteurs agricoles, quant aux retenues de contributions, de quelque nature que ce soit, qui proviennent des producteurs. Effectivement, il peut survenir que dans les autres cas, comme les retenues de contributions pour l'administration d'un plan ou le paiement des sommes dues à l'organisme accrédité en vertu de la Loi sur les producteurs agricoles, on doit intervenir pour prévoir spécifiquement les modalités de retenues, demande qui peut être formulée par des producteurs, et normalement par des groupes de producteurs.

M. Jolivet: Est-ce que cela pourrait aller jusqu'à toucher les producteurs forestiers? Je vous pose la question parce qu'on nous dit toujours que l'arbre de la forêt, c'est un produit agricole, pour certains. Est-ce que cela irait jusqu'à toucher à cela? Il y a des gens qui font affaire avec des petits jobbers et qui, le lendemain matin, se retrouvent sur la paille parce qu'ils n'ont pas... Est-ce que cela pourrait aller jusque-là?

M. Pagé: Cela pourrait aller jusque-là. La loi habilite la régie à administrer un système de garantie de paiement pour tout produit qui est mis en marché et qui fait l'objet d'une transaction entre un propriétaire, un producteur et une entreprise qui achète.

M. Jolivet: Cela m'est passé par l'esprit parce qu'il avait parlé de produits non agricoles. Et comme produit non agricole, cela m'a fait "cliquer" un peu, comme on dit en québécois, sur cette fonction-là.

M. Pagé: C'est un sujet qui intéresse la Fédération des producteurs de bois, M. le Président; j'en ai été informé.

M. Jolivet: Disons que c'est très bien. Je n'ai pas d'autre question.

Le Président (M. Richard): L'article 91.12 est donc adopté. J'appelle l'article 91.13.

M. Pagé: Alors, à l'article 91.13, on prévoit que la régie, ses régisseurs, un office de produc-

teurs, une association accréditée, leurs administrateurs ou leurs employés ne sont pas assujettis à la Loi sur les assurances ni à la Loi sur les courtiers d'assurances lorsque les actes qu'ils posent sont relatifs à un fonds qui garantit le paiement des créances de producteurs.

On se rappellera que dans mon commentaire, en deuxième lecture, j'avais indiqué que ni dans la Loi sur les banques, ni dans la Loi sur les assurances on ne pouvait se sentir sécurisés. Alors, le fonds constitué pour garantir le paiement des créances des producteurs est assimilable à une assurance mutuelle. Or, la Loi sur les assurances et la Loi sur les courtiers d'assurances comportent un certain nombre d'obligations et de contrôles auxquels il ne se serait pas opportun d'assujettir une institution de la nature d'un fonds. Une disposition similaire apparaît dans la Loi sur les produits laitiers et leurs succédanés, à l'égard d'un fonds semblable qui s'applique pour les producteurs laitiers. Le surintendant des assurances a été consulté et tout le monde est d'accord à ce qu'on répète les mêmes dispositions que celles prévues dans la Loi sur les produits laitiers et leurs succédanés.
(17 h 30)

M. Jolivet: C'est pour garantir la probité de tout le monde.

M. Pagé: C'est surtout pour qu'il n'y ait pas de recours.

M. Jolivet: De recours, c'est cela.

M. Pagé: De recours...

M. Jolivet: Dans l'exercice de leurs fonctions.

M. Pagé: C'est cela. Toujours.

M. Jolivet: D'accord.

Le **Président (M. Richard):** L'article 91.13 est adopté. Nous revenons donc à l'article 91.1 avec, si on se rappelle bien, un amendement.

M. Jolivet: Est-ce qu'on est prêt pour 91.1?

Je peux être disponible demain matin ou demain après-midi.

M. Pagé: Je serai ici demain après-midi.

M. Jolivet: Eh bien, demain après-midi. Et on pourrait régler le problème, M. le ministre, dans les deux cas en adoptant le...

M. Pagé: Et je déposerais mes amendements à la suite de la prise en considération du rapport.

M. Jolivet: Oui, je pense qu'il n'y a pas de problème face à cela.

M. Pagé: Sur la fin de la semaine ou la semaine prochaine.

M. Jolivet: À la condition qu'on les reçoive assez...

M. Pagé: M. le Président, pourriez-vous rafraîchir notre mémoire à l'égard de la procédure à suivre? Lorsque le rapport est déposé, il est déposé à l'ouverture de la séance, avant la période de questions. C'est vous qui le déposez, M. le Président?

M. Jolivet: C'est cela.

Le Président (M. Richard): C'est exact.

M. Pagé: Deuxième chose...

Le Président (M. Richard): Sûrement avec fierté, M. le ministre.

M. Pagé: Oui, sauf que j'ai cru comprendre que vous ne seriez pas là.

Le Président (M. Richard): Cela dépend. Quand allez-vous le déposer, M. le ministre?

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Jolivet: Écoutez, moi, je vais vous régler votre problème.

M. Pagé: Les amendements, il faut les déposer dans la journée même, avant la séance de 18 heures, c'est cela?

M. Jolivet: Avant 10 heures.

M. Pagé: Avant 10 heures du soir?

M. Jolivet: C'est cela, ou bien minuit maintenant, selon l'article 252. Écoutez, je peux régler votre problème parce que le président pourrait être appelé, compte tenu du fait qu'on pourrait produire le rapport aujourd'hui, à le déposer dans deux jours, admettons. S'a est déposé dans deux jours, vous n'aurez peut-être pas eu l'occasion de faire... Moi, ce que je vous offre...

M. Pagé: Oui.

M. Jolivet: C'est que, lors de la prise en considération - même s'ils ne sont pas déposés à temps - si vous nous faites la présentation des documents assez tôt, avant le débat en Chambre sur la prise en considération, nous, on peut vous dire: Oui, il n'y a pas de problème...

M. Pagé: Ah! Très gentil! Je reconnais là la délicatesse de mon voisin.

M. Jolivet: De comté.

M. Pagé: De comté.

M. Jolivet: Ce qu'on vous propose, c'est de...

M. Pagé: Mais il n'y a pas de problème, normalement, parce que, vous savez, on les a déjà les amendements. Alors, lorsque le rapport sera déposé...

M. Jolivet: S'il est déposé jeudi.

M. Pagé: S'il est déposé jeudi, les amendements vous seront acheminés jeudi et je vous dis tout de suite, j'ai tous les motifs de croire que ce seront les mêmes, à moins que ce soit viré à l'envers par le comité de législation, mais cela me surprendrait.

M. Jolivet: D'accord. Disons qu'on s'entend. D'une façon ou de l'autre, même s'ils n'arrivent pas à temps, parce que le dépôt a lieu mercredi et que vous n'avez pas les décisions, on pourra s'entendre pour les étudier quand même.

M. Pagé: Lundi ou mardi prochain, au moment de la prise en considération du rapport, si c'est lundi ou mardi ou encore vendredi, quelque chose comme cela. Le député de Laviolette m'enlève des soucis. Vous êtes très délicat.

M. Jolivet: Mais, pas une épine dans le pied.

Le Président (M. Richard): Donc, l'article 91.1 va être adopté tel qu'il est présenté actuellement et vous retirez votre amendement.

M. Pagé: Oui, je retire l'amendement.

Le Président (M. Richard): L'article 91.1 est donc adopté.

M. Jolivet: Adopté. On avait fait l'étude.

Le Président (M. Richard): On avait suspendu aussi l'article 91.6.

M. Jolivet: Et là, j'aurais un petit amendement de concordance par rapport à ce qu'on a adopté à l'article 91.7 où on dit: "L'Office de producteurs peut par règlement qu'il prend",... C'est sur la même concordance que ce qu'on a adopté en bas.

M. Pagé: Comment dites-vous cela?

M. Jolivet: C'est parce qu'on a adopté, à l'article 91.7, un amendement qu'on disait "par règlement qu'elle prend". Ici, comme l'office est masculin, ce serait "par règlement qu'il prend".

M. Pagé: Cela ne peut pas être autre chose que cela, M. le député. "L'office des producteurs

peut, par règlement..."

M. Jolivet: Non, non, je veux Juste, comme je vous l'ai dit: Trop fort ne casse pas. Je sais que cela peut être par l'office lui-même, mais il y aurait peut-être la possibilité d'interpréter que c'est la régie qui prend les règlements aussi.

M. Pagé: Bien non!

M. Jolivet: Vous êtes sûr?

M. Pagé: Sûr. L'office des producteurs "peut, par règlement", ce n'est pas la régie?

Suspendons pour quelques minutes, M. le Président.

Le Président (M. Richard): Nous suspendons donc pour quelques instants.

(Suspension de la séance à 17 h 36)

(Reprise à 17 h 37)

Le Président (M. Richard): À l'ordre, s'il vous plaît!

La commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation reprend donc ses travaux. M. le porte-parole de l'Opposition, vous avez la parole.

M. Jolivet: Je voudrais seulement poser une question. Je sais que dans le texte du projet de loi actuel - oui, je sais, mais je veux savoir - il est écrit: L'office des producteurs peut, par règlement..." Qui passe le règlement?

M. Pagé: C'est l'office.

M. Jolivet: Donc, si je reviens à l'article 97.1 puisque la question était là. Tout à l'heure, on ne savait pas si c'était l'office ou si c'était l'association. À l'article 91.7, on dit: "Une association accréditée en vertu de la Loi sur les producteurs agricoles peut, par règlement qu'elle prend..." "Qu'elle prend", c'est l'association, si j'ai bien compris?

M. Pagé: Oui.

M. Jolivet: Mais...

M. Pagé: Mais, on vous a dit qu'on l'acceptait.

M. Jolivet: Je sais.

M. Pagé: Même si on était convaincu que cela ne changeait rien. D'ailleurs, c'est probablement pour cela qu'on l'a accepté.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Jolivet: Je veux seulement m'assurer...

M. Pagé: Mais, écoutez-moi...

M. Jolivet: Je n'ai pas non plus que...

M. Pagé: ...je suis un pacifiste.

M. Jolivet: Non, mais le législateur ne doit pas parler pour ne rien dire non plus.

M. Pagé: Si le législateur ne doit pas parler pour ne rien dire, vous devriez enlever votre amendement.

M. Jolivet: Je veux seulement savoir, par règlement, dans le premier cas, à l'article 91.7, vous m'aviez dit à un moment donné que c'était la régie, à un autre moment, vous m'avez dit que c'était l'association. Mais, l'association n'est pas la régie. C'est pour cela que je vous dis: Si on n'a pas pris cela, c'est parce qu'on voulait certifier que c'était l'association qui faisait le règlement.

M. Pagé: On vous a dit que oui; vous avez dit non. On a dit: D'accord, d'accord, d'accord. Dans une démarche en vue d'un consensus, on ne veut pas faire de chichi autour de l'interprétation donnée par l'honorable député de Laviolette. On va lui donner son amendement et on va avoir la paix. C'est ce qu'on a fait tantôt, mais ce faisant on risque d'être accusés de légiférer et de passer des lois pour ne rien dire. Comme ce n'est pas ma réputation qui est en jeu, si jamais, dans l'avenir, toute personne m'accusait d'avoir légiféré pour ne rien dire, je me référerais au député de Nicolet immédiatement, lequel confirmerait que cela vient du député de Laviolette. Non, mais, sérieusement...

M. Jolivet: Non, mais c'est parce que je veux...

Une voix: Toutes les lois disent le règlement...

M. Jolivet: J'ai vu cela. Je sais cela. Mais, j'ai simplement voulu présenter cela pour qu'on puisse savoir la distinction entre l'article 91.7 et l'article 91.6. Dans le fond, si on revient à l'article 91.7, "par règlement", ce serait l'office qui passerait le règlement.

M. Pagé: Bon, on revient à 91.7.

M. Jolivet: Non. Oui.

M. Pagé: C'est: "Une association accréditée en vertu de la Loi sur les producteurs agricoles..."

M. Jolivet: Donc, si je reprends, vous m'avez dit...

M. Pagé: ...peut, par règlement, exercer..."

M. Jolivet: Oui, mais quand je vous ai dit: "L'office des producteurs peut, par règlement..." Ce que vous m'avez dit...

M. Pagé: Oui, mais l'office des producteurs...

M. Jolivet: ...c'est la régie ou c'est l'office.

M. Pagé: Non, non, non.

M. Jolivet: C'est l'office?

M. Pagé: C'est l'office ou l'association accréditée? À l'article 91.12, on dit: "La Régie..." Il ne m'écoute plus, il peut bien ne pas comprendre.

M. Jolivet: Maintenant, ma décision va être la suivante. On retirerait, si vous me le permettez, l'amendement de l'article 91.7 et on arriverait à l'article 91.6, l'article 91.7 - excusez-moi, M. le Secrétaire - avec le même...

M. Pagé: C'est faire preuve de dignité que de revoir ses propres jugements régulièrement.

Le Président (M. Richard): Donc, l'article 91.7...

M. Jolivet: Redeviendrait sans aucun amendement.

Le Président (M. Richard): ...redevient sans aucun amendement...

M. Jolivet: Comme il était avant.

Le Président (M. Richard): ...et il est adopté tel qu'il était écrit...

M. Pagé: C'est cela.

M. Jolivet: C'est cela.

Le Président (M. Richard): ...avant la présentation de l'amendement.

M. Jolivet: C'est cela.

Le Président (M. Richard): Bon. Alors, on va revenir à l'article 91.6, si vous le permettez, si on ne veut pas mêler la machine. Est-ce que l'article 91.6 est adopté?

M. Pagé: Adopté.

M. Jolivet: Avec les mêmes restrictions, dans le sens que s'il y a un amendement, le ministre...

Le Président (M. Richard): Adopté. Maintenant, on rappelle, on ouvre à nouveau l'article 91.7 pour annuler l'amendement et on retire l'amendement.

M. Jolivet: Sur consentement unanime.

Le Président (M. Richard): Consentement unanime.

M. Jolivet: Double unanimité.

Le Président (M. Richard): Alors, l'article 91.7 est donc adopté tel que...

M. Jolivet: Il était déjà écrit.

Le Président (M. Richard): ...écrit. Est-ce que l'ensemble de l'article 91... Bien non, il n'y a plus d'amendement.

M. Jolivet: Non, là on...

Le Président (M. Richard): On est sauvés. J'appelle donc l'article 3.

M. Jolivet: 2.

Le Président (M. Richard): L'article 2, dans son ensemble, est adopté?

M. Jolivet: Adopté.

Le Président (M. Richard): J'appelle l'article 3.

M. Pagé: L'article 3, M. le Président, vise à assurer le maintien en vigueur d'une ordonnance qui est prise en vertu du paragraphe b de l'article 84 actuel, qui est supprimé par l'article 1 de la présente loi. Cette ordonnance sera réputée avoir été prise en vertu du paragraphe a de l'article 91.1, qui reprend substantiellement le pouvoir que comportait le paragraphe b de l'article 84. L'ordonnance à laquelle il est fait référence ici porte sur la garantie de solvabilité financière des acheteurs de grains, pour ne pas, en ce faisant, invalider une ordonnance qui pourrait être émise en cours de route. C'est une mesure transitoire.

M. Jolivet: C'est pour éviter, d'une façon ou d'une autre, le vide juridique et c'est la transition entre les deux.

M. Pagé: C'est une mesure transitoire tout simplement.

M. Jolivet: Adopté.

Le Président (M. Richard): J'appelle l'article 4.

M. Pagé: L'article 4, c'est que ce projet de

loi entre en vigueur au moment de sa sanction, M. le Président.

Le Président (M. Richard): Est-ce que vous êtes d'accord?

M. Jolivet: On n'a pas de discussion à faire sur qui est responsable de l'application de la loi?

Le Président (M. Richard): L'article 4 est-il adopté?

M. Jolivet: Oui. C'est parce que je faisais allusion à d'autres discussion que j'ai eues à un autre niveau, au Conseil des affaires sociales et de la famille en particulier.

Le Président (M. Richard): Est-ce que tous les "cossins", titre, chapitres, sections, sont adoptés?

Une voix: Tous les "cossins"?

Le Président (M. Richard): C'est-à-dire, je veux dire le tout: le titre, les chapitres, les sections. C'est adopté?

M. Jolivet: Adopté.

Le Président (M. Richard): Donc, l'ensemble du projet de loi 21...

Une voix: Le titre du projet de loi.

Le Président (M. Richard): Le titre du projet de loi est-il adopté?

M. Jolivet: Adopté.

Le Président (M. Richard): Le projet de loi 21 comme tel est-il adopté?

M. Jolivet: Adopté.

Le Président (M. Richard): C'est donc adopté. Nous ajournons...

M. Pagé: Je remercie mes collègues de la majorité, M. le Président, de s'être associés à ce projet de loi, farouchement déterminés qu'ils l'étaient pour que la loi puisse être déposée. Si les interventions ont été limitées aujourd'hui, c'est la preuve très éloquente prouvant que le projet de loi répond pleinement et entièrement à leurs préoccupations.

M. Jolivet: Ou encore...

Le Président (M. Richard): Merci, M. le ministre. M. le porte-parole officiel de l'Opposition.

M. Jolivet: Ou encore, M. le Président, comme on a vu au Conseil général du Parti

libéral, que les discussions avaient eu lieu avant et qu'on avait aplani toutes les difficultés avant, de telle sorte qu'en arrivant ici c'était une unanimité peut-être factice.

M. Pagé: Non, vous savez, chez nous il n'y a pas de chicane.

M. Jolivet: Ah bon! Ah bon!

M. Pagé: Vous êtes tellement habitués d'en avoir chez vous que cela vous surprend qu'on en n'ait pas chez nous.

M. Jolivet: Ha, ha, ha! En tout cas, M. le Président, de façon plus sérieuse cependant...

M. Pagé: Arrêtons de parler du PQ et passons à des choses sérieuses. Ha, ha, ha!

M. Jolivet: Non, non, non! PLQ. Je voudrais dire, M. le Président, que j'ai été heureux, jusqu'à maintenant, de participer à ce débat et je voudrais assurer le ministre de notre entière collaboration jusqu'à la fin.

M. Pagé: Merci beaucoup, M. le Président, M. le député et M. le député de Jonquière.

Le Président (M. Richard): Merci beaucoup. Nous ajournons sine die.

(Fin de la séance à 17 h 45)